

**Le journal
d'Arlette
Laguiller**

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

LUTTE
OUVRIÈRE
UNION COMMUNISTE (trotskyste)



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2388 - 9 mai 2014 - Prix: 1 € - DOM: 1,50€

**Le 25 mai,
voter Lutte Ouvrière**

**Pour sanctionner
le gouvernement
et rejeter la droite
et l'extrême droite**

De l'Ukraine à la France :

P. 3 et 8

**À bas le nationalisme,
vive l'internationalisme !**



SOMMAIRE

Élections européennes

- p. 4 ■ L'élection du Parlement européen : une démocratie très limitée
- Union européenne : harmoniser les droits des travailleurs vers le haut !
- p. 5 ■ Avec Lutte Ouvrière, faire entendre le camp des travailleurs
- Réunions publiques avec Nathalie Arthaud

Leur société

- p. 6 ■ Valls et « l'euro fort »
- Hollande prédit le « retournement »
- p. 7 ■ Le 15 mai, tous ensemble contre le plan de Valls
- Rythmes scolaires : seul le ministre change
- Les dons de jours de RTT
- p. 12 ■ Montebourg et Alstom
- Les 20 ans d'Eurotunnel

Dans le monde

- p. 8/9 ■ Ukraine : le pays pris entre deux nationalismes
- Émigration : l'Europe transformée en forteresse
- Ceuta, Melilla : les barbelés de la honte
- Grande-Bretagne : Atos et les handicapés
- p. 10 ■ Les élections législatives en Inde
- Le glissement de terrain en Afghanistan
- Le 10 mai et l'abolition de l'esclavage

Il y a 60 ans

- p. 11 ■ Dien Bien Phu

Dans les entreprises

- p. 13 ■ Solvay Saint-Fons Chimie (Rhône)
- Sita-Suez - Poitiers
- p. 14 ■ La Poste Courrier - Nantes-Bretagne
- Arjowiggins - Wizernes (Pas-de-Calais)
- My team - Montluçon
- PSA Peugeot-Citroën - Sochaux
- p. 15 ■ Sénerval - Strasbourg
- Edscha - Briey (Meurthe-et-Moselle)
- Fabius remet ça sur le travail du dimanche

La Fête de Lutte Ouvrière

- p. 16 ■ Au programme de la Fête

• Surpopulation carcérale

Gardiens de prison en grève

Lundi 5 mai, les gardiens de la prison des Baumettes, à Marseille, ont envahi le rond-point du Prado, en centre-ville, et distribué un tract à la population pour dénoncer le manque d'effectifs et la dégradation de leurs conditions de travail. Le lendemain, le mouvement s'est étendu à plusieurs dizaines d'établissements en France, en partie bloqués par des gardiens en colère.

Les manifestants font état de 800 postes de surveillants non pourvus, alors que la surpopulation carcérale ne diminue pas, comme le dénonce le dernier rapport du contrôleur des prisons - chargé depuis 2007 de veiller au respect des libertés fondamentales dans ces lieux de privation de liberté. Au 1^{er} avril, 68 859 personnes étaient emprisonnées dans des établissements ne comportant que 57 680 places, soit un taux d'occupation de 119 %.

Une telle surpopulation conduit à ce que deux ou trois prisonniers se partagent une cellule de 9 m². S'ajoutant au manque d'effectifs, elle complique l'accès des prisonniers au travail, ainsi que tous les actes de la vie quotidienne, douches, promenades, parloirs... Elle entretient un climat de violence,

qui pèse d'abord sur les détenus, mais aussi sur les gardiens.

Le droit à l'encellulement individuel étant théoriquement garanti par la loi, mais totalement impossible dans les faits, le gouvernement a mis au point un dispositif prévoyant le transfert de détenus prioritaires, ou ayant demandé l'encellulement individuel, dans des établissements moins peuplés. Cela revient, pour la personne détenue, à choisir entre la proximité de l'établissement avec ses proches, qui facilite les visites, ou bien un peu moins de promiscuité. Et cela peut avoir des effets négatifs dans le cas des détenus mineurs, considérés comme prioritaires pour l'encellulement individuel, et pour ces raisons parfois emprisonnés loin de chez eux.

Christiane Taubira, la ministre de la Justice, va présenter dans quelques mois une réforme pénale censée remédier à la surpopulation carcérale, en luttant contre la récidive et en proposant des peines alternatives à la prison. Mais il est probable que cette réforme, si elle voit le jour, ne changera pas vraiment les conditions carcérales. Car leur dégradation est liée au manque de moyens consacrés par l'État à ce secteur, et en particulier à la réinsertion des ex-détenus.

Valérie FONTAINE

Fêtes régionales de Lutte Ouvrière

* BOURGES

Samedi 10 mai

à partir de 14 h 30

Salle des fêtes de Vignoux-sous-les-Aix

à 18 h : allocution de Jean-Pierre Mercier

* MARSEILLE

Dimanche 18 mai

à partir de 11 h 30

Parc de Valabre à Gardanne

à 14 h : Débat avec Jean-Pierre Mercier,

à 16 h : Allocution de Chantal Gomez, qui conduit la liste Lutte Ouvrière Sud-Est aux élections européennes

• Prison d'Angers

Des conditions indignes

De nombreux observateurs de la vie en prison dénoncent l'endémie de gale qui sévit à la maison d'arrêt d'Angers. Cette maladie, sans être dangereuse, provoque de violentes démangeaisons et est très contagieuse. Elle prolifère dans les environnements où l'hygiène est insuffisante, mais on peut en guérir facilement et pour pas cher,

dans des conditions d'hébergement normales.

Or la prison d'Angers, qui date de 1856, est vieille et surpeuplée : elle compte 483 détenus pour 243 places. La seule présence de la gale en dit long sur la vétusté et la saleté du bâtiment, et sur le mépris avec lequel sont traités les détenus.

V. F.

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer

lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 12 000 exemplaires. Impression : Rotos-Presse Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Dépôt légal mai 2014.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière

l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière

multimédia

(télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière

audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

La lettre d'information

hebdomadaire par e-mail

Abonnez-vous gratuitement

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière	Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €
USA, Canada	35 €	70 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

De l'Ukraine à la France À bas le nationalisme, vive l'internationalisme !

Jour après jour, l'Ukraine s'enfonce dans la guerre civile. La population est prise en otage entre les milices d'extrême droite ukrainiennes et les milices prorusses, auxquelles s'ajoutent les opérations de l'armée.

Où mènera cet engrenage ? À des mesures punitives contre ceux qui ne parlent pas la « bonne langue » ou qui s'accrochent au « mauvais » drapeau national ? À partitionner l'Ukraine et faire passer une frontière à l'intérieur du pays, séparant les villes, les familles, les amis ? À un fossé de sang, comme en Yougoslavie il y a vingt ans ?

La population d'Ukraine a tout à perdre à se déchirer dans ces affrontements nationalistes.

La propagande orchestrée par la Russie est écœurante, mais celle des médias occidentaux est tout aussi dangereuse. Ils dénoncent « la main de Poutine », mais que dire de Washington, qui œuvre en sous-main depuis des années pour mettre l'Ukraine dans son giron économique, politique et militaire ?

Et que dire de ce bras de fer que les Occidentaux ont déclenché pour combattre l'influence de la Russie en Ukraine, alors même que l'histoire, l'économie et la population de ces deux pays sont intimement liées ?

Aujourd'hui, les dirigeants américains et européens soutiennent un gouvernement provisoire à Kiev qui comprend des ministres pronazis. Preuve que, comme Poutine, ils sont prêts à s'appuyer sur les forces les plus rétrogrades. Comme Poutine, ils sont à compter parmi les criminels de guerre.

Au-delà de la responsabilité des grandes puissances, le drame ukrainien doit nous faire réfléchir, car il est aussi révélateur d'une poussée réactionnaire et nationaliste qui se manifeste à l'échelle de toute l'Europe et au sein même de l'Union européenne.

À l'heure où démarre la campagne électorale des européennes, les partis jouant la carte du repli nationaliste, voire régionaliste et xénophobe, se frottent les mains. Pour eux, ces élections sont l'occasion de faire assaut de chauvinisme et de nationalisme les plus outranciers.

Les peuples européens ont bien des raisons de ne pas se reconnaître dans l'Europe actuelle. De la construction européenne, les Hongrois ou les Grecs n'ont vu que les banques et les multinationales françaises ou allemandes se comporter en prédateurs. De l'Europe, ils n'ont vu que

les huissiers leur demandant d'abandonner les maigres protections dont ils disposaient, ils n'ont vu que la crise les condamnant au chômage. Mais ont-ils été mieux traités par leurs gouvernements respectifs, par leurs banques et leurs patrons nationaux ?

Les travailleurs sont bien placés pour savoir qu'ils n'ont rien à attendre des institutions européennes. En plus de soixante ans, la seule réglementation censée promouvoir l'égalité des sexes a débouché sur l'autorisation pour les femmes de travailler la nuit, quand le droit à l'IVG n'est toujours pas admis dans tous les pays de l'Union. Quant à l'existence d'un smic européen aligné sur le plus haut... il n'en a jamais été question.

Mais encore une fois, les gouvernements nationaux ne font pas mieux ! Lorsqu'ils se penchent sur les droits des travailleurs ou des chômeurs, c'est toujours pour présenter les travailleurs les mieux lotis comme des privilégiés. C'est toujours pour égaliser... vers le bas.

Alors, ceux qui rejettent l'Union européenne en faisant croire que le repli national apportera bonheur et prospérité aux classes populaires sont des menteurs. C'est le cas de Le Pen.

À l'entendre, tout est de la faute de la Commission de Bruxelles, de l'Europe ou de l'euro. Ce n'est pourtant pas l'Europe qui a soufflé à Gattaz l'idée d'un smic jeune. Si Carrefour verse d'aussi bas salaires, ce n'est pas la faute de l'Europe. Quand Pinault décide de se débarrasser de La Redoute ou lorsque Bouygues veut vendre ses parts dans Alstom, ce n'est pas non plus la faute de l'Europe !

Les nationalistes font de l'Union européenne, des étrangers ou des immigrés des boucs émissaires. Ils détournent les travailleurs du seul combat qu'ils ont à mener, celui contre le patronat, sa rapacité et ses profits. En plus de ne rien changer à l'exploitation, le nationalisme ajoute de l'arbitraire, contre celui qui n'est pas de la bonne nationalité, ne parle pas la bonne langue, ne partage pas la même religion que les autres.

Les événements d'Ukraine montrent que le nationalisme est un piège mortel qui peut vite se refermer sur la population. Tous ceux qui, d'Odessa à Paris, cherchent à monter les travailleurs les uns contre les autres sont des ennemis. Ne laissons pas passer le poison de la division !

MEETING À PARIS

Vendredi 16 mai à 20 h 30

Faire entendre le camp des travailleurs

avec **Nathalie ARTHAUD** et **Jean-Pierre MERCIER**
qui conduisent la liste Lutte Ouvrière en Île-de-France

À la Mutualité

24, rue Saint-Victor – Paris 5^e – Métro : Maubert-Mutualité



• Parlement européen

Démocratie très limitée

Les élections du 25 mai doivent permettre de désigner les députés au Parlement européen qui siège à Strasbourg. Et beaucoup soulignent que, pour la première fois, le président de la Commission européenne, l'exécutif de l'Union européenne, sera le candidat de la liste arrivée en tête du scrutin européen. Cette élection marquerait donc un pas décisif dans la mise en place d'une démocratie à l'échelle européenne.

Les premières assemblées parlementaires européennes, créées en même temps que les premiers organismes européens à partir des années 1950, n'étaient constituées que de membres désignés par les Parlements nationaux. Ce n'est qu'à partir de 1979 que les députés européens furent élus au suffrage universel. Cela devait donner une apparence démocratique à une construction européenne qui avait résulté exclusivement de tractations entre États.

En réalité, pendant près de vingt ans, ce Parlement n'a eu qu'un rôle symbolique, se limitant à être un organe

consultatif. Les chefs des États membres conservaient le monopole des décisions à travers la Commission européenne, dont ils désignaient les membres, et qui, avec les Conseils des chefs d'État et de gouvernement, constituent le seul pouvoir européen réel. Les décisions du Conseil devaient être prises à l'unanimité, ce qui répondait à la volonté des dirigeants européens de pouvoir défendre les intérêts de leurs bourgeoisies respectives. Celles-ci, même contraintes de coopérer pour faire face à leurs puissants concurrents américain et japonais, n'en restaient pas moins concurrentes.

Ces dernières années, les dirigeants européens ont accepté de reconnaître certains pouvoirs au Parlement de l'Union. Sur quelques questions, les députés peuvent proposer des directives qui peuvent, au terme du processus législatif, s'imposer aux États nationaux. Le budget européen doit être approuvé par le Parlement, ainsi que la désignation des commissaires. Le Parlement est ainsi devenu un des rouages de la machinerie européenne.

Y a-t-il là plus de démocratie, et plus de possibilités de contrôle des travailleurs d'Europe sur leurs dirigeants? Il n'y en a ni plus ni moins qu'à l'échelle du pays, par exemple



en France lorsque les électeurs désignent leurs députés, voire le président. C'est-à-dire qu'il n'y en a pas beaucoup, et cela sans même entrer dans les détails des manipulations du mode de scrutin. Quant à l'élection du dirigeant de la Commission européenne par le Parlement, elle ne donnera pas davantage de moyens de contrôle aux travailleurs, pas plus qu'ils n'en ont eu, en France, sur Hollande qui, une fois élu, a pu reprendre la politique de son

prédécesseur qu'il avait dénoncée auparavant.

Comme toutes les élections, le scrutin du 25 mai prochain offre une occasion de s'exprimer et les travailleurs n'ont aucune raison de ne pas s'en saisir pour exprimer leur colère face aux sacrifices que les gouvernements de l'Union, tous d'accord là-dessus, cherchent à leur imposer pour continuer de subventionner par milliards les capitalistes européens.

Marc RÉMY

• Union européenne

Harmoniser les droits des travailleurs... par le haut!

Depuis des décennies que l'Union européenne se construit, rien n'a été fait pour harmoniser, par le haut s'entend, la législation du travail. Il n'y a pas de salaire minimum, pas de protection sociale ni de droit du travail qui s'applique à l'ensemble des travailleurs européens. C'est même plutôt l'inverse: si l'unification se fait, c'est par le bas. Partout, les gouvernements aident les banquiers en prétendant sauver les peuples. Partout, pour maintenir les profits des grandes entreprises, ils imposent des politiques d'austérité à la majorité de la population. Et partout, les entreprises licencient et ferment des usines.

Si vingt et un pays de l'Union européenne sur vingt-huit ont un salaire minimum légal, il varie de moins de 175 euros mensuels (et encore s'agit-il du montant brut) en Bulgarie à plus de 1900 euros au Luxembourg, soit une fourchette de 1 à 11. L'Union européenne a

créé un espace commun pour la circulation des capitaux et des marchandises, il n'en va pas de même pour le niveau de vie des travailleurs. Pire, ou plutôt mieux si on parle des intérêts des capitalistes, une directive européenne, la directive Bolkenstein, permet aux patrons

de faire de sérieuses économies sur les salaires versés aux travailleurs dits « détachés » en ne payant que les cotisations sociales en usage dans le pays d'origine de ces salariés.

Pour ce qui concerne le temps de travail, l'Europe a fourni au patronat un prétexte pour un retour en arrière, en autorisant des semaines de travail de 60 voire 65 heures. Si les textes mentionnent la nécessité de « l'accord du salarié », on imagine ce que peut signifier le refus d'un tel accord dans une période où le chômage ne fait que croître.

Pour l'instant, les patrons sont les seuls à tirer vraiment profit d'une union qui est celle des capitalistes et des banquiers.

Et ceux-ci veulent continuer à tirer profit des divisions et de la concurrence qu'ils entretiennent entre les travailleurs.

Une véritable Union des peuples européens serait tout autre chose. Dans une fédération de pays où les frontières seraient effacées, dont les habitants pourraient circuler librement, l'injustice profonde de cette division entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui vivent du capital, de ceux qui produisent toutes les richesses et ceux qui les exploitent, devrait être bannie, en même temps que toutes les inégalités sociales.

Cette Europe-là, ce ne sont certes pas les capitalistes qui aujourd'hui dirigent l'Union européenne qui la construiront,

mais la classe ouvrière. Et même dans l'Union européenne actuelle, c'est la lutte pour l'unification par le haut des conditions sociales qui devrait être mise à l'ordre du jour. Au début du 20^e siècle, la classe ouvrière a mené dans différents pays des luttes pour imposer un salaire horaire minimum, la journée de huit heures, des conventions collectives nationales. Pourquoi une telle lutte ne pourrait-elle pas avoir lieu aujourd'hui, à l'échelle du continent, pour un salaire minimum européen et pour bien d'autres objectifs?

Oui, cette lutte-là est à mener, et ce serait bien le début du combat pour une véritable union des travailleurs d'Europe.

Sophie GARGAN



Les amis du Front national

Les trois élus du Front national au Parlement européen appartiennent à un groupe parlementaire « où figurent des mouvements avec lesquels nous travaillons depuis plusieurs années », a expliqué Marine Le Pen au *Journal du Dimanche*.

Et de citer le Vlaams Belang (ex-Vlaams Blok), formation d'extrême droite nationaliste flamande, et le FPÖ autrichien, connu pour s'accommoder des crimes du Troisième Reich, ce qui ne l'avait pas empêché de gouverner une région à partir de 1989, puis, au début des années 2000, d'avoir au niveau

national des postes de ministres des Finances, des Armées, de la Justice, etc. Le Front national partage aussi « une même vision de l'Union européenne » avec le PVV néerlandais dont le leader, Geert Wilders, s'est distingué récemment par ses propos contre les Marocains.

Après les élections de juin, la Ligue du Nord, parti xénophobe italien qui a participé à la coalition gouvernementale de Silvio Berlusconi, pourrait rejoindre le groupe, espère Marine Le Pen. Des liens se développent également avec Fratelli d'Italia - Alliance

nationale, qui compte parmi ses fondateurs une députée issue de l'ancien parti néofasciste MSI et un ancien ministre de la Défense de Berlusconi.

Voilà donc un aperçu des fréquentations du FN, parmi lesquelles deux partis qui ont été dans les gouvernements, en Autriche et en Italie. On est loin de l'image que voudrait se donner le FN quand il joue au nouveau-né en politique, propre sur lui, qu'on n'a pas encore essayé.

Jean SANDAY

• **Le 25 mai**

Avec Lutte Ouvrière Faire entendre le camp des travailleurs

Lors des élections européennes du 25 mai, Lutte Ouvrière sera présente dans l'ensemble des circonscriptions. Dans la huitième, qui comprend les territoires et départements d'outre-mer éparpillés sur tous les continents, Lutte Ouvrière présentera une liste commune avec nos camarades de Combat ouvrier, qui défendent le même programme révolutionnaire aux Antilles.

Partout en Europe le chômage monte et les salaires reculent. Les conditions de travail et de vie se dégradent. À coups de licenciements et par une exploitation accrue, le patronat fait payer chèrement au monde du travail la crise de l'économie capitaliste. Les États européens, tout comme les institutions de l'Union européenne, mènent partout la même politique qui consiste à détruire les services publics, à supprimer les protections sociales pour donner toujours plus d'argent au patronat et aux banques. Face aux attaques de la bourgeoisie et des gouvernements à son service, les élections européennes sont pour les travailleurs l'occasion de se faire entendre.

Après la débâcle du Parti socialiste aux élections municipales de mars dernier, Hollande a remplacé Ayrault par Valls, mais pour mener la même politique : des coups de plus en plus violents à l'encontre du monde du travail. Le plan d'économies budgétaires de 50 milliards d'euros va servir à financer des cadeaux d'un montant presque équivalent aux patrons et à enrichir encore un peu plus les actionnaires. Le bulletin de vote Lutte Ouvrière, est un moyen pour les travailleurs de montrer leur opposition à cette politique ouvertement au service de la bourgeoisie.

Et ce n'est pas en s'abstenant qu'ils auront la possibilité de le faire. Les municipales ont montré comment l'abstention, qui exprimait pourtant l'écœurement des classes populaires face à la

politique de Hollande, a permis en fin de compte à la droite de Copé-Sarkozy de parader.

C'est encore moins en se réfugiant par dégoût dans le vote lepéniste que les travailleurs pourront défendre leurs intérêts. L'extrême droite peut tout promettre, mais elle n'aspire qu'à arriver au pouvoir pour mener une politique encore plus brutale contre la classe

pas en votant que les travailleurs pourront obtenir que leurs intérêts soient pris en compte, pas plus aux élections européennes qu'aux élections nationales. Ce sont les actionnaires qui dirigent la société, et les institutions en place, qu'elles soient européennes ou nationales, ne sont là que pour les servir. Mais les élections sont une occasion pour les travailleurs de se faire entendre,



ouvrière. Le nationalisme, le protectionnisme, le racisme sont agités par les politiciens pour empoisonner la conscience des travailleurs, pour les diviser et permettre aux patrons de les exploiter toujours plus.

Tous les politiciens, de gauche comme de droite, qu'ils se présentent comme proeuropéens ou au contraire hostiles à l'Union européenne, sont au service de la bourgeoisie. Ce n'est

d'affirmer leur opposition aux attaques du patronat et du gouvernement, de mettre en avant un programme pour les luttes à venir.

Dans ces élections, seul le vote en faveur des listes de Lutte Ouvrière fera clairement entendre le camp des travailleurs, rejetant la politique du gouvernement Valls-Hollande, sans apporter de l'eau aux moulins de la droite et de l'extrême droite.

Gilles BOTI

Réunions publiques avec Nathalie Arthaud



Strasbourg

Dimanche 11 mai à 16 h

Le Ciarus
7, rue Finkmatt

avec Claire Rocher

Lille

Mercredi 21 mai à 19 h

Salle du Gymnase
Place Sébastopol

avec Éric Pecqueur

Limoges

Mardi 13 mai à 20 h 30

Salle annexe Blanqui N°3
Derrière la mairie

avec Marie Savre

Grenoble

Judi 22 mai à 20 h 30

Salle Le Prisme à Seyssins

avec Chantal Gomez

Le Havre

Vendredi 23 mai à
19 h 30

Salle René-Cassin
130, rue Anatole-France

avec Éric Pecqueur

Troyes

Mercredi 14 mai à 19 h

Hôtel du Petit-Louvre

avec Claire Rocher

Mettre en avant les exigences fondamentales du monde du travail

Les élections européennes sont l'occasion d'affirmer un programme clair pour les luttes futures, c'est celui que Lutte Ouvrière se propose de défendre. Face à l'offensive de la bourgeoisie, la classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de se battre pour maintenir son niveau de vie. Face à la montée du chômage, il faut commencer par interdire aux patrons de licencier. Les travailleurs n'ont que leur salaire pour vivre. Il doit être maintenu pour tous

coûte que coûte, en prenant sur les profits, en obligeant les patrons à répartir le travail entre tous les bras disponibles. Au lieu de distribuer des milliards en pure perte au patronat, l'État devrait embaucher massivement dans les services publics où le personnel manque cruellement.

Face à la dégradation du niveau de vie, il faut non seulement augmenter les salaires et les pensions, mais ensuite imposer qu'ils suivent en

permanence la montée réelle des prix.

Les patrons diront que cela va ruiner l'économie. Mais eux trouvent toujours assez d'argent pour distribuer des millions aux PDG et des milliards aux actionnaires. En rendant publics les comptes des entreprises, en levant le secret des affaires, les travailleurs sauraient à qui vont les montages d'argent tirés de leur exploitation.

G.B.

Nos adversaires ne sont pas en dehors des frontières. C'est la classe capitaliste, qui mène la guerre au monde du travail. Faites entendre le camp des travailleurs, votez Lutte Ouvrière.

• Valls et l'« euro fort »

Fausse promises et vrais mensonges

Dimanche 3 mai, Manuel Valls a lancé la campagne électorale européenne du Parti socialiste devant un rassemblement de jeunes militants. L'axe en est simple. D'après le Premier ministre, la droite majoritaire en Europe mène une politique d'austérité défavorable à l'emploi. Il s'agirait donc d'élire une majorité de gauche au Parlement européen, pour améliorer la situation. Il fallait un auditoire vraiment très jeune ou très rompu au discours politicien pour accepter de tels propos sans broncher. Car les gouvernements et les majorités se succèdent dans tous les pays d'Europe pour appliquer exactement la même politique d'austérité.

Partout, sous la gauche comme sous la droite, parfois avec les deux ensemble, les travailleurs subissent les coups et les capitalistes empochent les profits. Valls fait en France, au nom du Parti socialiste, ce que Rajoy fait en Espagne au nom du parti conservateur et ce que Merkel fait en Allemagne avec un gouvernement alliant conservateurs et socialistes. Et tous le font, ensemble, dans le domaine de compétence de l'Union européenne.

En plus de ces promesses frauduleuses, Valls a entonné

à son tour le refrain de la lutte contre l'euro fort. Depuis le mois d'avril en effet, des gens aussi responsables que les présidents de la Banque centrale européenne et de la Banque de France, les ministres des Finances français et allemand, les éditorialistes des quotidiens nationaux et désormais Valls lui-même présentent la surévaluation de l'euro par rapport au dollar comme un fait, et la nécessité de le faire baisser comme une évidence. Et de prêcher les nombreux avantages qu'aurait, selon eux, une

déévaluation de l'euro, exemples à l'appui, pris dans le passé ou dans l'actualité récente de pays qui auraient ainsi miraculeusement recouvré la santé.

Des multiples déclarations et articles consacrés à la baisse de l'euro il ressort qu'une certaine inflation serait bénéfique à l'économie européenne, laquelle se porterait mieux avec 2% de hausse des prix chaque année. Évidemment, ces adroitateurs de la hausse des prix sont les mêmes, dirigeants d'entreprises et ministres, qui bloquent les salaires. En fait, l'inflation permettrait surtout de s'en prendre au revenu des travailleurs, des retraités, des pensionnés. Un euro plus faible, à l'avantage des capitalistes français, voilà tout ce que Valls a à présenter comme « politique européenne de gauche » : mensonge flagrant d'un côté, promesse de nouvelles attaques contre les travailleurs de l'autre.

Paul GALOIS



• Hollande prédit le « retournement »

Et comme toujours il ment !

Dans le *Journal du Dimanche* du 4 mai, Hollande a rendu son oracle : « *Le retournement arrive.* » Les docteurs en sciences politiques et les exégètes de la pensée présidentielle se sont précipités pour expliquer la phrase mystérieuse. Ils l'ont comparée aux sentences précédentes, tombées de la même bouche : « *La reprise est poussive, il faut donc la pousser* » (décembre 2013) ; « *La crise est derrière nous* » (décembre 2012) ; « *La courbe du chômage va s'inverser* » (toute l'année 2013) et autres « *Nous sommes dans le redressement mais déjà nous devons entrevoir le dépassement* »... Et de disserter longuement sur les statistiques économiques et les déclarations de Hollande, du seul point de vue de leur effet

sur son éventuelle réélection.

Tout cela ne masque la réalité que pour ceux qui le veulent bien. Le chômage continue d'augmenter, la précarité devient la règle pour une part grandissante de la classe travailleuse. Les salaires, pensions, retraites sont bloqués, alors que les prix, d'une part, les impôts pesant sur les travailleurs, d'autre part, augmentent. Les services publics utiles à la population se dégradent. Les gros actionnaires, propriétaires et dirigeants des grands groupes capitalistes voient leur fortune augmenter chaque jour. L'État est exclusivement au service des plus riches, les gouvernements se succèdent pour appliquer la même politique, les élections sont une tromperie à l'avantage des possédants. Les

plans, les pactes, les projets, les lois, qui s'empilent tous les deux mois et dont on finit par oublier les noms tant ils se ressemblent, organisent le vol des classes populaires au profit de la bourgeoisie.

Hollande, pas plus qu'un autre, ne peut quoi que ce soit à la crise économique créée par le système capitaliste lui-même. Son métier est seulement d'aider le grand patronat à en profiter pour s'enrichir encore plus. C'est aussi de trouver les mots pour faire accepter la situation aux travailleurs. Après le « retournement » on aura donc peut-être le « rétablissement », la « rémission », bref une nouvelle invention de son équipe de spécialistes de la communication ou de la mauvaise farce.

P. G.

Le chevalier fier et fidèle de la cause patronale

(Communiqué de Lutte Ouvrière)

Interpellé le 6 mai sur BFM-TV par une retraitée n'ayant que 662 euros par mois pour vivre, et une chômeuse avec 490 euros d'allocation de solidarité spécifique, Hollande n'a fait que déverser des phrases creuses insupportables devant l'urgence de la situation que ces deux exemples illustrent. Et il a étalé toute sa fierté d'avoir servi fidèlement le patronat. Il s'est vanté qu'au 1^{er} janvier 2015 les patrons ne paieront plus aucune cotisation sociale pour les salariés « *au smic et un peu au-dessus* ». Il s'est vanté d'aller « *encore plus loin, encore plus vite* » et, comme tout serviteur dévoué, il a conclu : « *Je n'ai rien à perdre.* » Sur un point, il a dit vrai : il n'y a jamais eu aucun changement de cap dans sa politique. Oui, Hollande sait se sacrifier, et avec dévotion... pour les capitalistes.

Pour les travailleurs et les plus pauvres, ce sont les coups et les promesses de charlatan. Après avoir annoncé qu'il allait prendre dans la poche des retraités, il a assuré que les plus pauvres seraient épargnés. Mais c'est un mensonge. Si les retraités les plus pauvres ne verront pas leur

pension gelée, ils seront frappés comme toutes les couches populaires par les attaques portées par le plan d'économies de 50 milliards préparé par le gouvernement. Ils paieront avec la dégradation du système de santé et des transports publics. Ils paieront même indirectement parce que ce sont d'autres membres de leur famille à qui le gouvernement prendra le peu qu'il leur laisse.

Hollande a promis une baisse de leur cotisation salariale aux travailleurs touchant jusqu'à 1,3 fois le smic. Il laisse entendre que ce sera une augmentation de salaire. Mais, outre qu'une fois encore les patrons pourront très bien en profiter pour s'accaparer cette baisse des cotisations salariales, c'est un tour de passe-passe, car la baisse des cotisations salariales se traduira, là aussi, par une dégradation des services publics.

Alors, face au moine-soldat patronal Hollande, il faut que les travailleurs lèvent leur propre drapeau : celui de la lutte de classe des exploités contre les exploités et leurs serviteurs.

Nathalie ARTHAUD

Les petites retraites elles aussi touchées

Certains députés socialistes se sont gargarisés de ce qu'ils prétendent être une concession de Valls concernant les « petites retraites » dans son plan de 50 milliards d'économies, mais c'est un mensonge. S'il est vrai que les retraites en dessous de 1200 euros ne seront pas affectées par le gel des retraites de base, elles le seront par le gel des retraites

complémentaires. Et tous les retraités, quel que soit le montant de leur pension, vont connaître une amputation importante de leurs revenus à cause du changement de date de revalorisation, passée d'avril en octobre. En tout, le gouvernement veut prendre deux milliards dans la poche de l'ensemble des retraités... y compris les plus pauvres.

M.A.



• Manifestons le 15 mai !

Tous ensemble contre le plan d'austérité de Valls

Face aux attaques continues dans le plan Valls dit « de responsabilité », on attend en vain des directions syndicales, des perspectives pour préparer la riposte indispensable. Depuis deux ans, elles ne font rien qui puisse mettre le gouvernement en difficulté. La CFDT a signé tous les accords de régression sociale à sa portée, en premier lieu l'ANI, et elle soutient actuellement la politique du gouvernement au nom de la réduction du prétendu « coût du travail ». Mais de leur côté, FO et la CGT n'expriment leurs désaccords

que du bout des lèvres et surtout pour se plaindre de ne pas être suffisamment entendues. Le 22 avril dernier, interviewé sur Europe 1, Didier Lepaon, dirigeant de la CGT, expliquait qu'il se sentait « *trahi* » parce que « *le Premier ministre nous avait annoncé qu'il y aurait négociation, concertation et écoute réciproque* ». Le manque d'écoute et de négociation, voilà ce qui le fait enrager.

Dans ce contexte cependant, une journée de grève a été prévue dans la fonction publique le 15 mai prochain contre la décision de maintenir

le gel des salaires des fonctionnaires jusqu'en 2017, contre la précarisation des emplois publics et pour réclamer plus de services publics. Des syndicats du privé ont décidé localement d'appeler à cette journée d'action. En revanche, ni la direction de la CGT ni celle de FO n'en profitent pour élargir l'appel à d'autres secteurs, comme ce serait nécessaire alors que l'ensemble du monde du travail est attaqué. Au contraire, la CGT appelle les agents de la SNCF à manifester à Paris le 22 mai et les retraités à le faire le 3 juin.

Pourtant, c'est en réagissant contre tout ce qui divise les travailleurs, y compris cette tactique d'appels séparés, que les militants et les travailleurs conscients pourront préparer les luttes futures. C'est pourquoi, il est important que le maximum de travailleurs et de militants se joignent à la grève et aux manifestations du 15 mai, pour faire entendre leur colère et leur opposition à la politique du gouvernement. C'est dans ce sens que les militants de Lutte Ouvrière agiront, partout où ils sont présents.

Marion AJAR

• Dons de jours de RTT

Les travailleurs sont seuls à être solidaires

Le Sénat a voté le texte de loi permettant à des salariés de faire don de tout ou partie de leurs jours de RTT à un collègue ayant des problèmes personnels, limitant cette offre à ceux dont un « *enfant, âgé de moins de 20 ans, est atteint d'une maladie, d'un handicap ou victime d'un accident d'une particulière gravité* ». Jusqu'à présent, cette pratique était illégale, les congés étant selon la loi attribués à chacun à

titre personnel.

Pourtant, la solidarité et la générosité n'étant pas des mots vains parmi les travailleurs, dans plusieurs entreprises ceux-ci avaient fait don de jours de RTT à un collègue obligé de prendre un long congé pour être aux côtés de son enfant gravement malade, alors que tous ses droits aux arrêts maladie étaient épuisés. Les directions d'entreprises telles que Carrefour, PSA ou Badoit

de Saint-Galmier, d'où était issue la demande des salariés de changer la loi, ont signé des accords permettant cet échange solidaire de congés. Elles ont d'autant plus validé cet arrangement entre salariés qu'il leur donnait une apparence de « patron social » sans que cela leur coûte le moindre euro !

Sénateurs, députés et dirigeants d'entreprises ramènent maintenant la couverture à eux en se félicitant

du vote de cette loi. Mais encore une fois, il n'y a qu'aux travailleurs que l'on demande de faire un effort, même s'ils le font de bon cœur quand il s'agit de venir en aide à un collègue. À quand une loi obligeant les patrons à accorder à un salarié dans la peine les jours qui lui sont nécessaires pour accompagner un membre de sa famille gravement atteint ?

Marianne LAMIRAL

• Le Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis)

Le maire supprime les subventions à la Bourse du travail

Le nouveau maire de droite UMP du Blanc-Mesnil, Thierry Meignen, s'attaque aux subventions versées par l'ancienne municipalité (PC) à plusieurs associations, dont la Bourse du travail, où se trouvent les locaux des syndicats.

Il emploie les mêmes arguments que Le Pen à Hénin-Beaumont, qualifiant plusieurs associations de « politiques ». C'est ainsi qu'il supprime la subvention annuelle de 80 000 euros de la Bourse du travail, et s'attaque à celles de la Confédération nationale du logement, de la Ligue des droits de l'Homme et des trois Maisons pour tous (centres sociaux de quartiers), etc.

Cette décision n'est pas liée à un problème de budget puisque le nouveau maire augmente globalement de 165 000 euros les indemnités

des élus pour l'année (+ 49 %). Sans doute qu'eux ne font pas de politique !

Le Blanc-Mesnil n'est pas la seule ville où la menace pèse sur l'existence des locaux syndicaux et associatifs. Partout,

c'est une attaque claire contre le monde du travail qui peut, dans bien des communes, compter sur ces lieux où trouver des militants prêts à l'aider à faire valoir ses droits, mais surtout à s'organiser pour

lutter contre patrons, logeurs et autres.

L'ensemble des travailleurs, chômeurs, précaires et retraités a tout intérêt à s'opposer à ces attaques.

Correspondant LO

• José Bové contre la PMA

Moyen Âge quand tu nous tiens...

À l'occasion d'une interview le député européen sortant et candidat écologiste José Bové s'est prononcé contre la Procréation médicalement assistée (PMA) « *dans tous les cas* » et, en général, « *contre toute manipulation sur le vivant, animal, végétal ou humain* », déclenchant un tollé chez certains de ses amis politiques.

Pourtant Bové n'a fait que suivre et confirmer ses idées

de toujours. Il combat les OGM par principe, y compris lorsqu'ils peuvent constituer un progrès pour l'agriculture, donc d'un point de vue purement réactionnaire. En s'élevant contre certains progrès de la médecine, il ne fait que suivre la même voie.

Prétendre s'élever contre « *toute manipulation du vivant* » est ridicule, surtout venant d'un éleveur de moutons, animaux qui n'existent

pas à l'état sauvage, cotisant à la Sécurité sociale qui lui rembourse ses médicaments et fumeur de tabac, espèce végétale sélectionnée s'il en est.

Passéiste, destructeur de cultures expérimentales, Bové n'aura été un modèle de la lutte pour un monde meilleur que pour ceux qui l'entrevoient à travers les toiles d'araignées qu'ils ont dans la tête.

Paul GALOIS

• Rythmes scolaires

Il n'y a que le ministre qui change

D'aucuns avaient peut-être l'illusion que le changement de ministre de l'Éducation nationale permettait de remettre à plat la réforme des rythmes scolaires, contre laquelle de nombreux parents et enseignants s'étaient opposés. Mais avec Benoît Hamon, rien ne changera. La réforme sera maintenue en l'état à la rentrée : les enfants travailleront bien quatre jours et demi et termineront les cours aux alentours de 15 h 30, à charge pour les communes de trouver les moyens de s'en occuper jusqu'au retour des parents. Seuls quelques aménagements à la marge seraient acceptés.

Quant au problème principal que posait cette réforme des rythmes scolaires, celui d'un nouveau transfert de charges de l'État sur les collectivités territoriales, il est bel et bien maintenu. Des mairies, des parents et des enseignants opposés au projet ont fait valoir que ce nouvel aménagement se faisant à moyens constants, le gouvernement se désengageait de ses responsabilités. Certes les deux premières années, le gouvernement donne une compensation de 50 euros par enfant, à laquelle il rajoute 40 euros pour les écoles des zones en difficulté. La Caisse d'allocations familiales va verser pendant trois ans 53 euros par an et par enfant. Mais passé ce délai, les communes ne toucheront plus rien et feront porter les frais de cette réforme sur les familles en facturant les activités, ou sur les collectivités locales en augmentant les impôts, ce que certaines font déjà. En plus, l'État va diminuer les dotations aux communes. Ce sont 11 milliards d'euros que l'État veut retirer ainsi aux collectivités territoriales – dont les communes – pour financer « le pacte de responsabilité »... à l'égard du patronat.

Il n'est pas étonnant que des maires continuent de faire de la résistance, plutôt que de devoir faire face aux mêmes difficultés que leurs collègues qui ont appliqué la réforme dès la rentrée dernière.

Aline URBAIN

• **Ukraine**

Pris entre deux nationalismes Le pays s'enfoncé dans la guerre civile

Le jour même où le gouvernement ukrainien lançait son « offensive antiterroriste » pour reprendre les localités de l'est qui échappent à son autorité, le conflit gagnait Odessa. Ce port de la mer Noire, une ville russophone de plus d'un million d'habitants restée en marge de la contestation, a basculé dans l'horreur. Plus de quarante personnes y ont péri dans l'incendie de la maison des syndicats, où elles avaient cherché refuge lors d'affrontements entre soutiens du gouvernement et partisans de la fédéralisation du pays, ces « séparatistes » prorusse que dénoncent l'Occident et Kiev.

Une semaine après le drame, non seulement le gouvernement mis en place après la fuite du président Ianoukovitch n'a pas réussi à reprendre les localités où flotte le drapeau d'une République populaire de Donetsk, mais son opération se solde par un fiasco sur toute la ligne.

La délinquance des forces de répression

La Garde nationale venait d'être créée pour briser la contestation prorusse dans l'Est. Mais ses effectifs ont fondu comme neige au soleil dès qu'il a fallu aller affronter des miliciens armés probablement encadrés par des officiers russes. La police, dans l'est, sympathise avec les séparatistes, quand elle ne les arme pas. Et là où la sympathie ne suffit pas, la corruption, qui gangrène l'appareil d'État, y supplée. Bien sûr, l'armée n'y échappe pas. En outre, elle est divisée entre des unités de conscrits russophones, que le gouvernement sait ne pouvoir utiliser chez eux, et des soldats de l'ouest ou du centre ukrainophones. Et ceux-ci ne voient pas ce qu'on les envoie faire dans l'Est où la population les regarde comme des envahisseurs, voire comme ces « fascistes » que pointe la propagande prorusse. Les autorités centrales

en sont donc à devoir s'appuyer sur les forces spéciales. Sans grands succès jusqu'à présent.

Entre marteau et enclume

Politiquement, le bilan n'est pas plus brillant. Depuis des semaines qu'a débuté la contestation du pouvoir de Kiev, de plus en plus d'habitants de l'Est le tiennent pour hostile, et en tout cas illégitime. Et ce mouvement s'amplifie même dans des couches de la population qui n'avaient a priori aucune sympathie pour les gros bras des milices prorusse.

Le gouvernement central a finalement refusé de promulguer la loi retirant au russe son statut officiel de seconde langue là où il est largement pratiqué. Mais cette loi, l'une des toutes premières du nouveau pouvoir, a été ressentie comme une marque d'hostilité à l'égard des russophones, majoritaires dans l'est et le sud de l'Ukraine. Et même lorsque le pouvoir central cherche à soustraire ces régions aux sirènes prorusse en s'adressant en russe à leurs habitants, il laisse percer son mépris, non pas linguistique mais de classe, pour des populations dont la vie tourne autour du travail à la mine ou dans l'industrie.

Cette même population



Des blindés ukrainiens bloquent les routes autour de Slaviansk, ville pro-russe.

laborieuse n'a nulle raison de porter dans son cœur les politiciens prorusse opposés à Kiev. Elle sait qu'ils sont tous plus ou moins mafieux et liés aux « oligarques », ces pillards qui se sont enrichis en pillant l'économie grâce à l'appui monnayé des pouvoirs successifs. Et si des travailleurs de l'est voulaient faire entendre leur mécontentement, ils auraient de bonnes raisons de craindre de trouver face à eux, non pas les flics de Kiev, mais ceux des dirigeants et nantis du cru.

Mais alors que leurs entreprises licencient, ou ne paient que des salaires fortement amputés, que l'effondrement de la monnaie ronge le pouvoir d'achat des travailleurs, nombre d'entre eux, dans l'est et le sud, peuvent avoir

l'impression que rien ne saurait être pire que de confier son sort à l'actuel pouvoir. D'autant plus que ce dernier a d'ores et déjà accepté le remède de cheval que les puissances impérialistes lui demandent d'imposer à la population en échange de prêts du FMI censés lui maintenir la tête hors de l'eau.

Toute la politique de Kiev semble avoir pour résultat de rejeter une fraction croissante de la population de l'est et du sud de l'Ukraine dans les bras des milices prorusse. S'agissant des méthodes qu'elles emploient et du nationalisme qu'elles professent, elles ne valent pourtant pas mieux que celles du bord opposé : ce que les grandes puissances occidentales vantent

comme le dernier mot de la démocratie pour le peuple ukrainien n'est qu'un nationalisme teinté d'idéologie d'extrême droite.

Escalade dans la confrontation

Quel sera le résultat du référendum sur l'autonomie des régions russophones prévu le 11 mai ? De toute façon, le pouvoir central et ses soutiens occidentaux le rejettent par avance, faute d'avoir pu empêcher qu'il se tienne. Quant à la présidentielle du 25 mai, censée asseoir la légitimité du pouvoir central, si même elle a lieu, elle a déjà tout d'une farce sinistre sur fond d'affrontements armés.

Les États impérialistes d'Amérique et d'Europe ont de

puissantes raisons, des intérêts économiques pour les uns, géopolitiques pour d'autres, de ne pas pousser les feux de la tension en Ukraine. Ils se satisferaient certainement d'avoir fait sortir de l'orbite de Moscou le pouvoir central ukrainien. Quant à avoir dû céder en échange la Crimée à la Russie, cela ne leur a rien coûté, même si cela permet à Poutine de se renforcer auprès de son opinion.

S'il devait maintenant s'instaurer une fédéralisation de l'Ukraine, son découpage en entités largement autonomes regardant les unes vers l'Ouest, d'autres vers Moscou, tout en préservant un État central mais sans grand pouvoir, Washington, les capitales européennes ainsi que Moscou pourraient sans doute l'accepter. En Yougoslavie, et tout particulièrement en Bosnie, après des années d'une atroce guerre fratricide, c'est ainsi que les grandes puissances se mirent d'accord en 1995, après la partition que l'Occident avait avalisée sinon provoquée.

Mais les plans des diplomates, ministres et présidents sont une chose ; la réalité qu'impliquent leur politique et les affrontements qu'elle suscite, en est une autre. Et entre les deux, il y a souvent un fossé de sang, comme on l'a vu en Yougoslavie. On n'en est pas encore là en Ukraine. Mais les forces auxquelles les grandes puissances ont donné libre cours la poussent dans cette voie, et ces forces ont peut-être commencé à leur échapper.

Pierre LAFFITTE

• **Émigration**

Contre les pauvres et les victimes de conflits L'Europe forteresse renforce ses frontières

Vingt-deux migrants, dont douze femmes et quatre enfants, ont péri le 4 mai dans le naufrage de leur embarcation au large de la Grèce. En octobre dernier, près de 400 autres avaient perdu la vie dans les mêmes circonstances au large de Lampedusa, au sud de la Sicile. Et régulièrement des hommes sont tués lorsqu'ils veulent franchir l'enceinte entourant Ceuta et Melilla, enclaves espagnoles situées sur le territoire marocain. Selon l'organisme Fortress Europe, près de 7 000 migrants sont morts noyés depuis vingt ans en voulant mettre le pied en Europe.

Originaires d'Afrique, d'Asie, et de plus en plus de Syrie, ces hommes et ces femmes, souvent accompagnés de leurs enfants, fuient la misère et la guerre qui sévissent dans leurs pays d'origine, dans l'espoir d'une vie meilleure en Europe. Leur nombre augmente sans cesse. Depuis le début de l'année, quelque 30 000 d'entre eux sont arrivés à Lampedusa, et le rythme s'accroît actuellement avec près d'un millier d'émigrants par jour. Mais alors que ce flot de réfugiés ne cesse de croître, en même temps qu'augmentent les conflits dont les populations sont les principales

victimes, l'Europe leur ferme la porte. Ainsi, la France des « droits de l'homme », celle de François Hollande et de ses discours humanitaires, n'a accepté d'accueillir en janvier dernier que 500 réfugiés syriens... sur les 2,5 millions qui ont fui la guerre.

L'Union européenne se félicite d'avoir aboli les frontières en son sein, en y adjoignant même quelques autres États ou micro-États inclus dans cet ensemble. Mais si les accords de Schengen, entrés en vigueur en 1995, accordaient la libre circulation des personnes entre États-membres, ils prévoyaient

parallèlement de renforcer les contrôles aux portes de l'Europe. Et depuis, tous les gouvernements de l'UE sont d'accord chaque fois qu'il s'agit de rendre l'immigration venant des pays pauvres de plus en plus difficile, transformant l'Europe en forteresse pour pays riches – même s'il y a des degrés dans leur richesse.

Des barrières, au sens propre, ont été dressées pour empêcher les migrants d'entrer ; autour des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla d'abord, mais aussi sur la frontière terrestre de la Turquie avec l'Europe, où un mur de 10,5 km a été érigé. Des caméras à infra-rouge, permettant de voir la nuit, ont aussi été installées le long de la frontière entre la Slovaquie et l'Ukraine. Parallèlement, les contrôles ne cessent de se multiplier et de se durcir. En Grèce par exemple, les gardes-côtes renvoient systématiquement les migrants qu'ils interpellent,

parfois même alors qu'ils sont en pleine mer, avec les risques de naufrage que cela comporte.

En 2005, l'Union européenne a aussi créé Frontex, une agence spécialisée pour coordonner les moyens de contrôle de ses frontières et participer à des opérations conjointes pour mieux refouler les migrants. De même, elle cherche de plus en plus à rejeter le contrôle de l'immigration sur les pays d'Asie ou d'Afrique – comme lorsque Kadhafi avait créé de vastes camps en Libye, dans lesquels les candidats malchanceux à l'émigration étaient parqués.

Derrière le visage démocratique que se donne l'Union européenne, ne serait-ce qu'au travers de l'élection d'un Parlement européen, transparaît celui d'États tous d'accord pour rejeter les pauvres et les victimes de dictatures ou de guerres, en sachant que cela peut les condamner à mort.

Marianne LAMIRAL

• **Ceuta, Melilla**

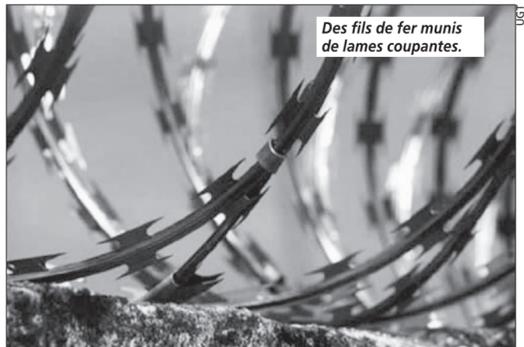
Les barbelés et les lames de la honte

Ceuta et Melilla sont les deux villes espagnoles enclavées sur la côte nord-est du Maroc, face au détroit de Gibraltar. Une fois franchie cette frontière entre l'Afrique et l'Union européenne, les clandestins sont sur le territoire espagnol et bénéficient du coup, selon les lois européennes, d'un statut provisoire de réfugiés. Leur cas est examiné par des autorités qui décident de les autoriser à rester en Espagne, sans papiers, ou de les rejeter vers les camps où, avant d'avoir réussi à franchir la frontière, ils ont souvent séjourné des semaines ou des mois.

À Ceuta et Melilla, tenter de passer la frontière hors des postes officiels est illégal. Entre le Maroc et ces deux villes est déployée une triple clôture de plusieurs mètres de haut, munie depuis des années d'une couverture coupante, chapeauté depuis quelques mois par des bobines de fil de fer muni de lames d'acier tranchantes et déroulées en accordéon. Les clandestins doivent l'assaillir, sauter par-dessus les rouleaux et redescendre. Ils ont alors les mains, les pieds et les membres

en sang. S'ils échouent, ils sont embarqués dans des campements misérables. Les rouleaux de fil de fer armé de lames étaient utilisés depuis longtemps dans l'armée. Mais la généralisation de leur utilisation à Ceuta et Melilla a soulevé dans toute l'Espagne européennes, d'un statut provisoire de réfugiés. Leur cas est examiné par des autorités qui décident de les autoriser à rester en Espagne, sans papiers, ou de les rejeter vers les camps où, avant d'avoir réussi à franchir la frontière, ils ont souvent séjourné des semaines ou des mois.

Mais c'est un autre événement survenu à Ceuta, à un autre point de la frontière, qui a suscité la plus récente réaction. Le 6 février dernier, sur la plage d'El Tarajal de cette ville frontière, une quinzaine de migrants ont trouvé la mort. La police avait été avertie qu'un groupe de plusieurs centaines de clandestins s'appropriait à franchir la frontière, matérialisée sur cette plage par un brise-lame qu'il faut contourner à la nage. Alors qu'une quinzaine d'hommes et de femmes tentaient de gagner en nageant la partie espagnole de la plage, la police, pourtant nullement menacée, avait tiré, avec des balles en caoutchouc disent certains, et aussi des balles à plomb disent d'autres, sur une



Des fils de fer munis de lames coupantes.

quinzaine de personnes.

Après avoir nié les faits, les responsables de la police (soutenus un temps par les autorités de Madrid) ont dû reconnaître que les cadavres retrouvés dans la mer avaient été victimes de leurs coups de feu. Il a fallu plusieurs jours pour que le gouvernement espagnol reconnaisse la responsabilité policière. Le représentant du gouvernement de droite actuellement en place a répondu aux attaques concernant ces affaires en expliquant que l'utilisation de ce matériel de dissuasion et ces méthodes existaient du temps

du gouvernement socialiste du PSOE. Les représentants de ce parti, qui prône aujourd'hui des méthodes plus humaines, en avaient utilisé de semblables et avaient aussi dépensé des sommes considérables dans l'aménagement de cette barrière meurtrière.

Au-delà de cette polémique hispano-espagnole, il reste que durant toutes ces années les autorités européennes n'ont pas levé le petit doigt pour imposer le respect des droits humains. La barbarie est, cette fois encore, largement partagée.

Henriette MAUTHEY

• **Grande-Bretagne**

Atos, spécialiste en harcèlement des handicapés

Une société française, Atos, a annoncé au gouvernement britannique qu'elle souhaitait mettre fin avant son terme au contrat passé avec lui. Cette société de service informatique, dirigée par Thierry Breton, ancien ministre de l'Économie sous le gouvernement Raffarin, ancien dirigeant de France Télécom, proposait des services d'évaluation des handicapés afin de vérifier si une personne en invalidité était en état de reprendre le travail.

Cette manière de sous-traiter un service qui relève de la médecine publique est choquante en soi, mais l'objectif de l'État

britannique l'était tout autant : faire des économies sur le dos des handicapés. En effet une personne invalide touche en Grande-Bretagne, en moyenne, 500 euros par mois. Si elle se retrouve au chômage, elle n'en touchera plus que 350. Autant de gagné pour le gouvernement britannique qui, comme son homologue français, veut faire les poches des plus démunis.

Les personnes invalides contrôlées par Atos étaient soumises à un questionnaire parfois absurde et surtout victimes de pressions insupportables. Ainsi, une victime d'incontinence et de douleurs aiguës

s'est vu retirer son allocation d'handicapée, après qu'on lui a demandé de se mettre sur la pointe des pieds, ce dont elle était incapable. Elle a fait appel à la justice, qui lui a donné

raison en moins de trois minutes. Pourtant, en trois ans, elle a été de nouveau convoquée à cinq reprises par Atos. Ces « experts » ont aussi trouvé moyen de déclarer apte au

travail un homme plongé dans le coma ou des personnes qui allaient mourir peu de temps après.

Plus de 40 % des personnes ayant porté leur cas devant la justice ont eu gain de cause et ont retrouvé leur droit à l'allocation. Mais la riposte de l'État a été révoltante. Il a suspendu pour le temps de la procédure les droits de ceux qui portaient plainte. Les handicapés se sont organisés et ont manifesté contre Atos mais aussi contre le gouvernement.

La décision d'Atos de mettre fin au contrat s'explique en partie par cette mauvaise publicité.

Crasseux de chez crasseux

On retrouve Atos, la société dirigée par Thierry Breton, sur la liste des sociétés sponsors des jeux paralympiques. Se faire de la publicité avec les jeux des handicapés après leur avoir fait la chasse pour tenter de

diminuer leurs pensions, c'est sans doute cela qu'on appelle de l'expertise. Si la saloperie était une discipline olympique, les dirigeants Atos auraient sûrement une médaille d'or. A.U.

• Inde

Élections législatives Le miroir d'une société barbare

Commencées le lundi 7 avril les élections législatives indiennes se termineront le 12 mai et leurs résultats orienteront la composition du gouvernement central. Ce serait « le plus grand scrutin du monde pour la plus grande démocratie de la planète » a-t-on entendu. Mais il y a beaucoup à dire de cette « démocratie ».

En bon représentant de commerce en avions Rafale et autres centrales nucléaires, le président Hollande, en visite dans le pays en février 2013, avait salué « la plus grande démocratie du monde ». Mais s'il avait amené dans ses bagages une soixantaine de grands patrons, il avait demandé à la ministre des Droits des femmes de rester en France. Ce simple fait en dit plus long sur la réalité des libertés en Inde que tous les ébahissements hypocrites devant les 814 millions d'électeurs appelés à se rendre aux urnes.

Misère et violence contre les classes pauvres

L'Inde est un pays où la concentration extrême des richesses – avec plus de milliardaires qu'au Japon ou en Grande-Bretagne – côtoie un océan de misère. Plus des deux tiers des habitants survivent avec moins de deux dollars par jour. La faim touche une bonne partie de la population, en particulier les enfants, dont plus de 40 % ont un poids insuffisant. L'illettrisme d'un tiers de la population, l'absence d'électricité ou d'eau courante dans la majorité des habitations, tout témoigne d'une immense misère sociale qui pousse chaque année des dizaines de milliers de paysans au suicide.

La violence fait partie du quotidien des masses pauvres : celle à l'encontre des



Dans un village du Tamil Nadu, un des États les moins pauvres du pays, une ouvrière fabrique des briques à la main pour un salaire de misère.

minorités religieuses victimes de pogroms sanglants ; celle à l'encontre des membres des basses castes traités comme des sous-hommes ; celle à l'encontre des femmes réduites au servage, vendues lors de mariages arrangés, abusées par tous et le plus souvent en toute impunité par les propriétaires terriens ou les fils de bonne famille ; celle à l'encontre des travailleurs soumis à une exploitation féroce qui s'apparente à de l'esclavagisme dans les milliers d'ateliers des bidonvilles et des campagnes ; celle à l'encontre des grévistes bastonnés par la police ou les milices patronales, des syndicalistes condamnés à de longues peines de prison sous les prétextes les plus futiles par une justice aux ordres.

Les masses pauvres paient chèrement le ralentissement de l'activité économique en Inde depuis l'aggravation de la crise en 2008. Elle s'est traduite par une dégradation brutale des conditions de vie : reprise de l'inflation, en particulier des produits alimentaires de base ; suppression des aides les plus indispensables à la population ; licenciements massifs dans l'automobile ou le textile ; baisses de salaires déjà misérables. La précarité

touche désormais les deux tiers des salariés, même dans les plus grandes entreprises du pays, et l'immense masse des pauvres ne connaît aucun travail régulier. Voilà quels sont les « droits » dont jouissent, au quotidien, la grande majorité des Indiens.

Le règne de la corruption

Même vis-à-vis du pouvoir et de l'administration, les droits réels de la population se réduisent à peu de choses. Le moindre papier administratif ne s'obtient qu'à l'aide de pot-de-vin. Les scandales éclaboussent jusqu'au Premier ministre accusé d'avoir touché de l'argent en échange de concessions minières. Il n'y a pas un programme étatique, de la construction d'infrastructures aux aides alimentaires destinées à nourrir les paysans affamés, qui n'ait fait l'objet de détournements massifs.

Du côté des candidats à la députation, le spectacle est à l'avenant. En moyenne, la fortune d'un parlementaire triple lors d'une législature. Le tiers des députés sortants est accusé de crimes allant de la fraude électorale au meurtre. Parmi les candidats en lice, un dixième est accusé de crimes comme des viols ou

des meurtres. La corruption des électeurs est massive, systématique et organisée par les partis pratiquement au grand jour. Pour bien des miséreux, l'élection est l'occasion de recevoir un repas chaud, un peu de whisky ou un petit billet en échange du vote voulu. Depuis l'annonce du calendrier électoral début mars, la commission électorale a déjà saisi 32,5 millions de dollars en petites coupures et 2,7 millions de litres d'alcool dans le cadre de perquisitions dans les locaux des partis.

Les deux grands partis qui se disputent les suffrages des électeurs assument depuis longtemps une part du pouvoir. C'est le cas à l'heure actuelle au niveau de certaines régions pour le BJP, le parti de l'extrême droite hindoue, et au niveau de l'État central pour le parti du Congrès qui tient l'essentiel des rênes du pays depuis l'indépendance. Les résultats des élections législatives changeront sans doute pour leurs dirigeants la vitesse et l'ampleur des richesses qu'ils mettront de côté. Mais ils ne sont en rien susceptibles d'améliorer le sort des masses indiennes.

Gilles BOTI

• Afghanistan

Une catastrophe naturelle, des conséquences qui le sont moins

Dans une région montagneuse du nord-est de l'Afghanistan, plus de 2 000 villageois ont été ensevelis, vendredi 2 mai, sous 100 mètres de boue. Plusieurs centaines de maisons en briques de terre séchée ont été emportées par deux coulées de boue consécutives à la chute de pluies torrentielles. Les équipes de secours ont tenté de trouver

des survivants, armées de pelles pour creuser parmi les décombres et aidées seulement d'une pelleuse...

Ces femmes et ces hommes ont été victimes d'une catastrophe naturelle mais aussi de l'état de sous-développement de l'Afghanistan, dénué de moyens, de routes permettant d'acheminer rapidement des secours, de maisons

construites avec des matériaux résistants, et tout service de prévention des risques hydrogéologiques.

C'est d'autant plus choquant que les grandes puissances occidentales, les États-Unis en tête, se présentant en champions de la civilisation, ont dépensé pendant plus de dix ans des milliards de dollars en bombes et autres

armes de destruction dans ce pays. Une faible fraction de ces sommes aurait suffi à construire des routes, des hôpitaux, des écoles et des maisons dignes de ce nom, à faire face à la fragilité du territoire.

Et cette catastrophe-là qui s'est abattue sur l'Afghanistan n'a rien de naturel !

Marc RÉMY

• Esclavage La richesse mal acquise de la bourgeoisie

Depuis 2006 on célèbre tous les 10 mai la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage, une date choisie alors par Chirac en souvenir de l'adoption définitive le 10 mai 2001 par le Parlement de la loi Taubira, qui reconnaissait la traite et l'esclavage comme des « crimes contre l'humanité ».

Mais si l'esclavage a été aboli depuis 1848 dans les colonies françaises, il existe encore des hommes politiques qui n'admettent pas que cette horreur et les responsabilités des bourgeoisies française et européennes dans ce commerce ignoble soient dénoncées. C'est le cas du maire lepéniste de Villers-Cotterêts qui a annoncé qu'il ne commémorera pas le 10 mai. Pour le Front national, la dénonciation de l'esclavage est donc encore aujourd'hui insupportable, mais bien des politiciens qui dénoncent le sort réservé à des millions d'esclaves morts de la traite négrière ne vont guère au-delà. Pas un mot n'est dit sur les négriers responsables de la traite, ni sur leurs profits qui ont été à la source d'une partie de la richesse des bourgeoisies européennes.

En instituant la journée du 10 mai, Chirac avait dénoncé l'esclavage comme une « tragédie dont tous les continents ont été meurtris ». C'était passer rapidement sur le fait que la bourgeoisie française en a fait une de ses sources de richesse. C'est grâce à l'esclavage qu'elle s'est enrichie sous la royauté dans le commerce triangulaire entre les ports négriers, en particulier ceux de Nantes et de Bordeaux, et, d'autre part, l'Afrique et les Antilles. Les profits produits avec le sang et la sueur de millions de Noirs réduits en esclavage ont permis l'accumulation de capitaux en Europe et aux États-Unis, donnant une base de départ à l'essor du capitalisme à l'échelle de la planète.

Les bourgeoisies d'aujourd'hui aiment à déclarer que les richesses et les capitaux en leur possession sont le fruit du travail. Elles oublient de préciser que ce n'est pas leur mais celui de leurs esclaves enchaînés dans les colonies hier, esclaves salariés aujourd'hui.

Cédric DUVAL

• Mai 1954 à Dien Bien Phu

La défaite de l'impérialisme français

Il y a 60 ans, le 7 mai 1954, le camp retranché français de Dien Bien Phu, à la frontière des actuels Vietnam et Laos, tombait sous les assauts des combattants du Vietminh, la Ligue pour l'indépendance du Vietnam, dont le principal dirigeant était Ho Chi Minh. La France signait en juillet 1954 les accords de Genève et abandonnait l'Indochine, qui allait être divisée en quatre pays : le Laos, le Cambodge et les deux Vietnam du Nord et du Sud.

Les premières troupes françaises étaient arrivées en 1862 dans le sud du Vietnam. La conquête coloniale, une longue suite de massacres, aboutit en 1887 à la création de l'Indochine (Laos, Cambodge et le reste du Vietnam). Une administration coloniale se mit en place pour exploiter les richesses du pays. Incapables de payer les taxes coloniales, les paysans pauvres furent chassés de leurs terres sur lesquels les colons mirent la main : dans les années 1920, les 700 plus gros propriétaires contrôlaient le quart du pays. Ruinés, les paysans allaient travailler dans les pires conditions – de 12 à 14 heures par jour parfois – dans les mines et les plantations (charbon, étain, zinc, thé, café). En 1924, la famille Michelin commença à planter des forêts d'hévéas, « l'arbre à caoutchouc », où des milliers de travailleurs devaient suer sang et eau pour faire de Michelin un trust mondial.

La lutte anticolonialiste

Dès l'arrivée des troupes françaises, des révoltes éclatèrent. La prétendue « mission civilisatrice de la France » vit la mise en place d'un régime policier. En 1917 fut créée une véritable police politique, la Sûreté générale indochinoise, qui tortura – la gégène fut utilisée dès 1930 – et emprisonna des milliers de militants dans des bagnes comme celui de Poulo Condor : deux ans de prison pour avoir diffusé un tract, neuf ans pour avoir déployé une banderole pour l'indépendance. La journaliste Andrée Viollis allait dénoncer, dans son livre *Indochine SOS*, cette répression policière devenue système de gouvernement.

En 1930, Ho Chi Minh créa le PCI, Parti communiste indochinois, qui devint vite une organisation influente. Mais, tout en se revendiquant du communisme et en militant pour l'indépendance et la réforme agraire, le PCI mena dans les faits une politique nationaliste bourgeoise, celle qu'une Troisième Internationale stalinisée imposa à tous les partis communistes

des pays colonisés. Formés à l'école du stalinisme, ces partis ne défendirent plus l'internationalisme prolétarien et leur politique visa à créer des fronts patriotiques, censés être plus efficaces en rassemblant l'ensemble de la nation vietnamienne contre le colonialisme.

En 1941, date de l'invasion du pays par l'impérialisme japonais, le PCI créa la Ligue pour l'indépendance du Vietnam (Vietminh) et impulsa la création d'autres Ligues au Cambodge et au Laos. En 1945 la défaite japonaise permit à Ho Chi Minh de proclamer une République du Vietnam indépendante. Mais les Alliés, craignant le vide politique laissé par le départ des Japonais, envoyèrent des troupes chinoises et britanniques rétablir l'ordre colonial à Saigon et à Hanoi et préparer le retour de l'administration française. Ho Chi Minh engagea alors des négociations avec le gouvernement français, avec qui il signa en 1946 les accords de Fontainebleau, qui accordaient à la République du Vietnam un statut d'État-croupion dans un empire colonial français reconstitué, l'Union française.

Ce renoncement politique du Vietminh allait de pair avec une répression féroce contre les opposants à sa politique de front patriotique, notamment les trotskystes vietnamiens, militants des groupes La Lutte et la Ligue communiste internationaliste (LCI). Ceux-ci proposaient une politique s'appuyant sur la mobilisation des paysans et des ouvriers, qui commençaient à occuper les terres et les usines dans le sud du Vietnam. Les staliens ne reculèrent pas devant les calomnies, les coups et même les assassinats, dont celui du dirigeant trotskyste Ta Thu Tau en 1946.

La première guerre d'Indochine

Si Ho Chi Minh était prêt à toutes les concessions, l'impérialisme français, lui, entendait n'en faire aucune pour récupérer la « perle » de son empire. En novembre 1946, la marine française bombarde le port de Haiphong, faisant 6 000 morts. La guerre

d'Indochine commença, dans laquelle le Vietminh put compter sur la mobilisation sans faille des paysans qui luttaient pour défendre les terres distribuées lors de la réforme agraire mise en œuvre dans les « territoires libérés », d'abord de façon limitée puis plus radicalement à partir de 1953. Le Vietminh put aussi compter sur l'aide de la Chine, où le Parti communiste de Mao Tsé-toung prit le pouvoir en 1949. À la veille de Dien Bien Phu,

flanc de montagne. Au prix d'efforts surhumains, les pistes d'aviation sur lesquelles atterrirent au plus fort de la bataille 200 avions par jour pour ravitailler le camp furent prises sous le feu de la DCA du Vietminh. L'aviation française fut réduite à l'impuissance. Le 13 mars 1954 l'attaque fut lancée et le 7 mai, après 55 jours de combats acharnés, Dien Bien Phu tomba. L'inimaginable s'était réalisé, l'armée moderne d'une puissance

À partir de 1986, des mesures de libéralisation économiques (politique du Doi Moi – «renouveau» en vietnamien) ont introduit l'économie de marché pour inciter les industriels occidentaux et asiatiques à investir dans le pays. En 1992, la propriété privée fut autorisée. En 1995, le Vietnam adhéra à l'ASEAN (Association économique des pays du Sud-Est asiatique) et en 2007 à l'OMC (Organisation mondiale du commerce).



Des soldats du Vietminh acheminent par la jungle des canons vers Dien Bien Phu.

le Vietminh pouvait opposer au corps expéditionnaire français une véritable armée, dirigée par le général Giap, qui contrôlait une grande partie du territoire, seules les grandes villes restant sous contrôle français.

Dien Bien Phu

Pour tenter de rétablir la situation militaire, l'état-major français voulut obliger le Vietminh à une bataille décisive à Dien Bien Phu. Dans un camp retranché installé dans une région montagneuse éloignée, l'état-major avait prévu que 10 000 soldats français, ravitaillés par les airs, « brisent » les assauts du Vietminh et « saignent » son armée. Mais il en fut autrement, grâce à la mobilisation de 50 000 soldats vietnamiens et surtout de près de 260 000 volontaires qui assurèrent le ravitaillement et l'armement de l'armée de Giap. Des canons et de la DCA furent transportés sur plus de 400 kilomètres, par camions quand il y avait des routes, ou à pied ou sur des bicyclettes le long de pistes creusées à

impérialiste était vaincue par une armée de paysans pauvres dont la force était devenue invincible, car ils avaient le sentiment de défendre leurs terres et leur liberté.

Et aujourd'hui

Aujourd'hui, le Vietnam est réuni sous le nom de République socialiste du Vietnam. C'est un pays dont la population a doublé depuis 1954, avec 90 millions de Vietnamiens, dont 30 % ont moins de 15 ans. Ses dirigeants disent construire le socialisme et avancer sur la voie du communisme, et des portraits de Marx et de Lénine décorent toujours les tribunes des congrès du Parti communiste. Le régime mis en place en 1954 au Nord-Vietnam, puis étendu en 1975 au reste du pays, n'a pourtant rien de communiste. Pour beaucoup, il évoque les boat people qui fuyaient dans les années 1980 la dictature et la misère. Comme chez son grand voisin chinois, la petite bourgeoisie nationaliste, aux commandes, vise à développer le pays à son seul profit.

Beaucoup parlent aujourd'hui du Vietnam comme d'un nouvel Eldorado, où les capitalistes trouveraient une main-d'œuvre très bon marché, des infrastructures et une stabilité politique propices à leurs affaires. Le salaire moyen dans l'industrie au Vietnam serait de 101 dollars par mois, soit encore moins de la moitié du salaire moyen en Chine (217 dollars) ou en Thaïlande (234 dollars), ce qui en dit long sur la politique des dirigeants vietnamiens et sur la situation de la classe ouvrière, dans un pays où elle est censée être au pouvoir.

Si le Vietnam s'est libéré – et à quel prix ! – de l'occupation coloniale directe, il n'est pas libéré de l'emprise de l'économie impérialiste, et les paysans et les ouvriers vietnamiens n'en ont pas fini avec l'oppression. La politique des dirigeants nationalistes, comme des dirigeants chinois et d'autres pays voisins, y est pour quelque chose. Mais avant tout les responsabilités du colonialisme et de l'impérialisme français et américains sont écrasantes.

Cédric DUVAL

• Montebourg et Alstom

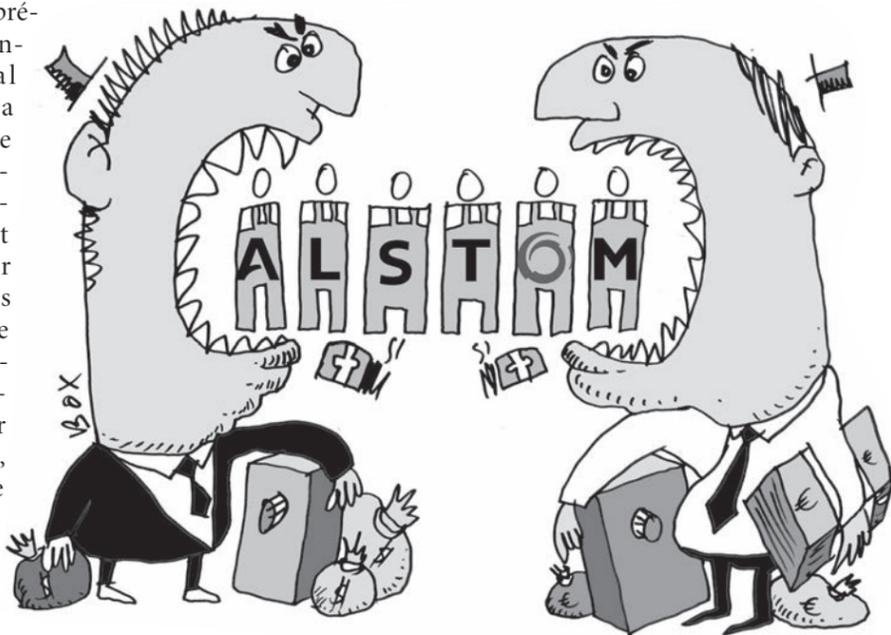
Drapé dans le tricolore Le VRP des capitalistes

Lundi 5 mai, dans une lettre au PDG de General Electric, Montebourg a proclamé que l'État n'acceptait pas l'offre de reprise de la branche énergie d'Alstom... « en l'état ». La semaine précédente, lancé dans un show sur le patriotisme économique, il assurait sur tous les tons qu'il ne laisserait pas vendre ce « fleuron national », au nom de la défense de l'emploi en France. Montebourg a du mal à cacher que le gouvernement n'a aucun pouvoir face aux décisions des grands capitalistes de ce monde, qui achètent et vendent des entreprises entières en fonction de leurs seuls intérêts.

Dans ce cas précis, c'est l'actionnaire principal Bouygues qui a choisi de vendre la branche énergie d'Alstom, estimant visiblement pouvoir trouver dans d'autres placements une rentabilité supérieure. Et si Bouygues peut agir ainsi aujourd'hui, c'est aussi parce qu'en 2006 le gouvernement Sarkozy, là encore sous prétexte de sauver

l'industrie française, avait renfloué Alstom avant de revendre une part du capital à Bouygues.

Alors, si Montebourg continue son numéro de cirque, c'est en étant obligé de baisser d'un ton. Désormais, il ne s'agit plus



pour lui seulement d'entourner des cocoricos, mais d'agir plus raisonnablement pour le compte des grands capitalistes, auxquels son gouvernement sert la soupe.

La lettre de Montebourg a

visiblement pour but de faire monter les enchères afin que General Electric mette encore plus de milliards sur la table dans ce rachat. Le PDG de General Electric a d'ailleurs lui-même annoncé lors d'une interview télévisée qu'il était prêt à poursuivre les négociations. Le gouvernement Hollande pourra peut-être se

targuer d'avoir amélioré son offre, au plus grand profit de Bouygues. Derrière l'intérêt national, il y a toujours l'intérêt du capital !

Marion AJAR

• Une expulsion parmi d'autres

Le préfet de la Sarthe vient d'expulser Ilias Demayev, le champion de France de jujitsu brésilien, discipline sportive moins connue que le football et qui n'a pas valu à l'intéressé la moindre reconnaissance des autorités. Le gouvernement français sait pourtant accorder la naturalisation dans d'autres disciplines sportives plus médiatiques quand cela l'arrange mais là, la préfecture de la Sarthe a fait la sourde oreille, malgré la mobilisation des habitants et la pétition qui avait recueilli plus de 5 000 signatures. Son titre de champion de France lui a tout au plus valu que son expulsion fasse un peu de bruit et a mis en lumière le sort de ces milliers de sans-papiers expulsés sans ménagement et parfois au péril de leur vie.

En effet Ilias Demayev est tchétchène. Son frère, expulsé avant lui, a été jeté en prison et battu par la police dès son arrivée à Grozny. La maison de ses parents a été saccagée à deux reprises. Son cas devait être réexaminé pour une demande

d'asile politique, mais le préfet a devancé la convocation qui lui aurait peut-être permis de rester en France. Après un simple contrôle de routine au commissariat, Ilias a été conduit d'abord en centre de rétention

puis à l'avion sans pouvoir rien emporter. Ses amis sont à ce jour encore sans nouvelle de lui. Combien, moins connus, connaissent exactement le même sort ?

Aline URBAIN

Justice aveugle et préjugés tenaces

Deux femmes, légalement mariées, se sont présentées devant le tribunal de Versailles afin que l'enfant de l'une d'elle devienne l'enfant légitime du couple. Cette possibilité d'adoption et les garanties légales qu'elle donne à l'enfant, figurent dans la loi sur le « mariage pour tous ». Plusieurs jugements favorables à de telles adoptions ont été rendus depuis que des couples homosexuels se sont mariés.

Mais le tribunal de Versailles en a, lui, décidé autrement. Il a rejeté l'adoption au motif que l'enfant a

été conçu par le biais d'une procréation médicalement assistée (PMA) effectuée en Belgique, procédé interdit en France dans le cas d'un couple homosexuel.

Ceux qui ont manifesté contre le mariage des homosexuels et l'adoption des enfants par des couples de même sexe prétendaient le faire au nom de « l'intérêt » des enfants. On voit qu'il n'en est rien et que leur morale morte peut passer bien avant l'intérêt d'un enfant bien vivant.

Paul GALOIS

• 20 ans d'Eurotunnel

Trou sous la Manche... et dans bien des poches

Le tunnel sous la Manche a vingt ans. Grand projet utile, inauguré le 6 mai 1994, il n'a pas fait des trous que sous la Manche.

La construction a été décidée en 1981. Les pouvoirs publics ont fait le choix de faire appel au privé, mais si les bétonneurs ont raflé la mise, les petits actionnaires, eux, ont perdu la leur. L'action que le Trésor public présentait comme un placement de père de famille, aux rendements élevés, s'est effondrée. La facture des travaux a doublé par rapport aux prévisions, des dépassements qui n'ont pas été perdus pour Bouygues, Dumez et compagnie. Mais ils ont alimenté la dette colossale qui a plombé la société, une dette détenue en partie par les banques à l'origine du projet, Crédit Agricole, BNP et des banques anglaises, et qui est passée aux mains de fonds d'investissements spéculatifs.

Quelques années après, le montant de l'action était divisé par 40. Les petits actionnaires, qui avaient cru participer à un grand projet en y gagnant de l'argent, se sont fait rouler dans la farine. Le capitalisme est dur, surtout avec les naïfs qui croient en ses vertus !

En 2000, une opération financière sur fond de délit d'initiés a permis au Crédit Lyonnais, à la Société de banque suisse et au fonds du spéculateur George Soros de

revendre leurs actions pour les racheter beaucoup moins cher ensuite. La colère des petits porteurs, qui ne faisaient pas partie des initiés, avait permis à l'affairiste Nicolas Miguet, proche de l'extrême droite, de se faire leur interprète. S'il n'avait été interdit de gestion après une condamnation pour « escroquerie, vol et abus de biens sociaux », il aurait même pu prendre la tête de la société. Mais c'est Goldman Sachs qui a racheté le titre au plus bas et profite aujourd'hui de la santé revenue d'Eurotunnel.

Les travailleurs n'ont pas été épargnés par ces déboires financiers, les payant par des centaines de suppressions d'emplois, des réorganisations, l'aggravation des conditions de travail des travailleurs en fixe ou des sous-traitants, nombreux sur le site. Des risques ont été pris également avec la sécurité. C'est ainsi que « l'ancien puits sans fond est en train de se transformer en machine à cash » comme dit un journaliste. L'entreprise verse des dividendes. Que demander de plus dans cette société où l'argent est roi ?

Alain LECAIRE

• Logement social

Discrimination au faciès

Il y a neuf ans, un agent de la RATP, d'origine ivoirienne né en France, s'était vu refuser un logement HLM à Nanterre, parce qu'il y avait « trop de personnes d'origine africaine ou antillaise » dans la tour, comme le lui avait expliqué une employée du bailleur social Logirep. Mais, ayant enregistré cette conversation, le demandeur de logement avait pu porter plainte contre le bailleur.

Logirep s'est défendu en expliquant que la cause du refus d'attribution d'un logement n'était pas la discrimination mais le fait que sa candidature n'était pas prioritaire, une excuse adaptée à ces temps de grande pénurie de logement social.

Cette affaire avait cependant révélé que ce bailleur

social, à la tête d'un parc immobilier de 36 000 logements, pratiquait un fichage illégal des locataires. Le bailleur a été sanctionné à ce titre et s'il a échappé à la condamnation pour discrimination, il a dû payer une amende pour fichage illégal. C'est appréciable car il est très rare que les bailleurs sociaux soient ainsi condamnés.

L'action en justice de ce locataire a eu le mérite de dénoncer publiquement un comportement indigne. Car, si les condamnations sont rares, les pratiques discriminatoires malheureusement ne le sont pas. Et c'est ce que le plaignant entendait, à juste titre, dénoncer.

Jacques FONTENOY

• Solvay – Saint-Fons (Rhône)

Contre la perte de rémunération Six jours de débrayages

L'usine de Saint-Fons du groupe Solvay, anciennement Rhodia, a été paralysée pendant six jours par des débrayages concernant 150 travailleurs, essentiellement en poste, de différents ateliers, soit la moitié de l'usine.

Le ras-le-bol a de nombreuses causes : les effectifs insuffisants, les pressions constantes et les mesquineries de la hiérarchie, des augmentations dérisoires cette année. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase est l'annonce qu'il n'y aurait pas de prime d'intéressement (la part groupe) cette année, soit une perte de revenus d'environ 1 500 euros par salarié.

La pilule avait d'autant

plus de mal à passer que le groupe Solvay a annoncé 378 millions de profits en 2013, en a versé 271 aux actionnaires, a racheté pour plusieurs millions d'autres entreprises. Et, cerise sur le gâteau, le PDG, qui gagne aujourd'hui 6 000 euros par jour, week-end et jours fériés compris, a été augmenté de 1 000 euros par jour en 2013.

La colère a éclaté dans la nuit du 24 avril, avec des débrayages qui ont entraîné l'arrêt quasi complet de la production le lendemain. La direction et ses représentants ont passé le week-end à tenter de persuader les salariés de reprendre le travail, expliquant qu'ils n'étaient pas si mal lotis, qu'il n'était pas possible de répondre aux

revendications au niveau local, que la grève mettait le site en péril... Rien n'y a fait : les débrayages se sont même poursuivis au-delà du week-end. Les travailleurs en journée ont eux aussi été appelés à débrayer, dès le vendredi 25, puis du lundi 28 au mercredi 30 avril.

Face à cette colère que la direction n'arrivait pas à juguler, le chantage et les intimidations sur les grévistes se sont faits plus pressants, avec des menaces de lock-out. Sous prétexte que la grève mettrait en danger les installations, la direction menaçait d'arrêter une partie de l'usine en suspendant les contrats de travail de plusieurs dizaines de travailleurs. C'était sans doute du bluff, car elle avait

trop besoin de produit pour fournir les clients, mais face à ce mécontentement profond, elle jouait son va-tout.

Mardi 29 avril, une vingtaine de grévistes d'un atelier sont allés interpeller le directeur du site pour lui remettre d'autres revendications. Alors qu'il tentait d'opposer les salariés à leurs représentants syndicaux, le directeur s'est fait poliment remettre à sa place par un travailleur et a baissé d'un ton.

Les grévistes sentaient qu'à eux seuls, faire reculer la direction serait difficile. Pour tenter d'étendre le mouvement, le syndicat CGT a appelé à des débrayages le mercredi 30 dans d'autres usines du groupe Solvay, à Belle-Étoile, au centre de recherche de

Saint-Fons et à La Rochelle. D'autres sites Solvay-Rhodia devaient s'y mettre la semaine suivante, dont le site de Belle-Étoile pour la deuxième fois.

Finalement, les grévistes de Saint-Fons ont décidé de reprendre le travail après la journée du 30, avec le sentiment de s'être fait respecter. Ils ont pu constater les méthodes de la direction, les pressions, et ont pris conscience que ce mouvement parti de façon spontanée avait besoin de se renforcer en s'organisant, avec des assemblées plus larges de travailleurs de tous les ateliers et services. Ils reprennent le travail avec la conviction que rien n'est réglé, et qu'il ne s'agissait que d'une première manche.

Correspondant LO

• Sita-Suez – Poitiers

Dix jours de grève de la collecte Les travailleurs se font respecter

Durant dix jours, les chauffeurs et rippeurs de la Sita-Suez, qui collectent les déchets ménagers sur l'agglomération de Poitiers, étaient en grève. Entre autres, ils demandaient que leur soient accordés les jours de compensation dus lorsque leurs congés d'été sont morcelés.

La colère a éclaté jeudi 25 avril, lorsque la direction de cette entreprise a voulu leur imposer, comme de coutume, de fractionner leurs congés sans leur payer les repos compensateurs (deux jours de congés en plus) normalement prévus par le code du travail. Les quatre-vingts travailleurs se sont mis en grève à 100 %, à l'initiative de la CGT, exigeant l'obtention des jours de fractionnement avec effet rétroactif sur les cinq dernières années et, par la même occasion, le paiement complet du nettoyage de leurs vêtements de travail, dont une partie est à leur charge.

Prendre de réels congés relève de la gageure dans l'entreprise : l'été, il n'est possible de prendre que quinze jours consécutifs, alors qu'il faut déjà une semaine pour se déshabiller des horaires décalés et reprendre une vie familiale normale. Lors des dernières fêtes de fin d'année, ces ouvriers avaient dû revenir un jour ou deux sur leurs congés pour pallier le manque d'effectifs.

Avec morgue, les patrons ont refusé toute négociation

sérieuse et, assez rapidement, tenté de casser le mouvement, ayant recours à des intérimaires et faisant venir sur Poitiers des équipes de collecte d'autres sites, comme Limoges ou Bordeaux. Pensant que les grévistes allaient bloquer l'accès du site, la direction a même fait appel à la police en agitant la menace de poursuites judiciaires en cas d'entrave. Un comble, pour des patrons qui n'hésitent pas à s'essuyer les pieds sur ce qui, dans le code du travail, protège encore un tant soit peu les travailleurs !

Craignant le risque de contagion qu'un succès de ce mouvement pourrait provoquer dans d'autres sites de la Sita, la direction préférerait plutôt payer des pénalités à la ville de Poitiers en cas de prolongement de non-ramassage, plutôt que de satisfaire les revendications. Pourtant, Suez-Environnement, qui contrôle la Sita, est loin d'être sur la paille : la rapacité des actionnaires se mesure à l'aune des 602 millions d'euros de bénéfices pour 2013 (+28,2 % par rapport à 2012 !) et des 452 000 euros de prime

d'objectif que les cadres dirigeants de la Sita Centre-Ouest se sont partagés, en augmentation de plus de 100 000 euros par rapport à 2012 !

Les grévistes ont fait parler d'eux sur la ville, investissant même le conseil municipal pour demander à la mairie, tenue par le PS avec le soutien du PCF, d'exercer une pression sur la direction – en tant que donneuse d'ordres – pour engager de réelles discussions. Le maire PS a félicité les ouvriers pour la qualité de leur travail au quotidien, mais il ne s'est engagé sur rien. Face à une grève qui se prolongeait, il a même mandaté la Sita pour faire sous-traiter

la collecte par d'autres entreprises, endossant ainsi le rôle de briseur de grève. Dans un communiqué, les élus PCF, quant à eux, loin de fustiger une direction de combat, appelaient à « un climat social apaisé » et à « la reprise d'un vrai dialogue » dont, de toute évidence, les patrons ne voulaient pas.

Devant la détermination des grévistes et l'amoncellement rapide des sacs poubelles dans les rues de l'agglomération, une table ronde avec l'inspection du travail s'est tenue le 2 mai. Les travailleurs ont obtenu finalement le paiement d'une partie des jours de fractionnement, soit 450 euros par

personne, ainsi que de la moitié des jours de grève. La question du paiement de l'entretien des vêtements de travail est renvoyée à un jugement des Prud'hommes de Tours, le 14 mai.

Les grévistes, rassemblés à un rond-point d'accès à l'entreprise, ont pu mesurer la solidarité de la population avec leur mouvement, marquée notamment par des soutiens financiers spontanés. Après dix jours de grève, les ouvriers éprouvent une légitime fierté pour avoir fait reculer une direction pour qui le mépris est un mode de gestion.

Correspondant LO



• La Poste Courrier – Nantes-Bretagne

Onze jours de grève contre les suppressions d'emplois

Samedi 3 mai, les postiers de Nantes-Bretagne ont repris le travail après onze jours de grève. La veille, vendredi, la direction avait formulé de nouvelles propositions : dix positions de travail en moins, au lieu de dix-huit en moins une semaine avant, et en une journée elle s'est résignée à rendre deux positions de travail. Sur les onze jours de grève, cinq vont être payés.

L'assemblée générale a décidé alors de mettre fin à la grève. Mais une minorité non négligeable souhaitait continuer : trop d'emplois sont encore supprimés, les repos de cycle hebdomadaires ne sont toujours pas acquis pour tous les agents, et six jours de grève de

prélevés, c'est trop. Mais depuis plusieurs jours une partie des postiers avaient repris le travail, et repartir vers une nouvelle épreuve de force paraissait hors de portée.

Le public nantais a fini par connaître cette grève contre les suppressions

d'emplois, qui a duré, grâce aux actions menées. Après *Ouest-France*, *Presse-Océan*, France 3, et les radios locales, France Inter, BFM, TF1 s'y sont intéressés.

Le samedi matin, lors de la tournée de la reprise, il est apparu que nombre d'utilisateurs étaient contents et solidaires : « Vous avez bien fait, c'est normal que vous défendiez vos emplois », « Il y a trop de chômage dans le pays : c'est bien que vous ayez récupéré des emplois », « C'est bien, vous n'avez pas fait grève pour rien ». Même



si évidemment beaucoup ont aussi demandé : « J'attends du courrier, vous pensez que ça va arriver quand ? »

Le souci de ne pas laisser la direction mettre la pression, d'être vigilants et solidaires, a marqué l'assemblée générale qui s'est tenue

dans la cour. Après celle-ci, les travailleurs sont rentrés dans le centre en hurlant à plusieurs reprises leur cri de guerre : « Les facteurs... en colère ! » Du coup, aucun cadre ne s'est fait voir de toute la matinée !

Correspondant LO

• Arjowiggins – Wizernes (Pas-de-Calais)

Salariés et population contre la fermeture

Le 10 avril, le groupe français Sequana, propriétaire des papeteries Arjowiggins, a annoncé la fermeture de la papeterie de l'Aa de Wizernes en 2015. Pour l'instant, un plan de suppressions de postes a été mis en place. Mais, en l'absence d'un repreneur, les 307 salariés sont menacés. L'usine de Charavines (Isère), avec 166 salariés, est aussi menacée. Le reste de la production pourrait être concentrée dans la Sarthe, à Bessé-en-Braye et Bourray.

Le 17 avril, plusieurs centaines de personnes, les ouvriers de l'usine, des délégations syndicales des autres usines, des élus et une partie de la population, ont participé à un meeting de soutien sur la place de Wizernes, pour dénoncer les licenciements.

Depuis les années 1980, le secteur papetier se réorganise, avec une concentration progressive des usines dans les mains de quelques grands groupes et une augmentation de la productivité au travers de multiples plans sociaux et fermetures d'usines. Rien

que ces six dernières années, 300 emplois ont été supprimés sur Saint-Omer. En 2012, Arjowiggins avait fermé son usine du Danemark.

La direction de Sequana invoque une surproduction liée à l'utilisation croissante de l'informatique et la baisse du prix du papier. Les pertes de l'usine se chiffrent à 13 millions d'euros pour 2013. Sequana veut imposer une clause de non-concurrence à un éventuel repreneur, pour diminuer la production et ainsi faire monter les prix et restaurer ses marges.

Arjowiggins est pourtant le numéro 1 mondial dans le domaine de la production de papiers techniques, le groupe Sequana réalisant un excédent brut d'exploitation de 117 millions d'euros en 2013.

L'intersyndicale demande la levée du plan de suppressions d'emplois et des suppressions de postes. Elle souhaite aussi que l'État et les

collectivités locales utilisent leur droit de préemption sur l'usine, de façon à favoriser une éventuelle reprise par un autre groupe.

Dans tous les cas, c'est la mobilisation la plus nombreuse des travailleurs, ceux de l'usine et ceux des autres entreprises, qui pourra faire reculer ce patron.

Correspondant LO

• My Team – Montluçon

24 travailleurs mobilisés contre leur licenciement

Le 22 avril, les 24 salariés de My Team, une usine de retraitement de plastique, ont appris leur mise en liquidation judiciaire. Cela faisait à peine un an que l'entreprise, ex-Polival, avait été rachetée par le groupe Team Tex, leader européen du siège auto pour enfant.

Cette reprise a été l'occasion de nombre de belles promesses, notamment celle de dix embauches. Mais personne n'en a vu la couleur. Bien au contraire, les salariés ont enduré des conditions de travail déplorables et dangereuses : travail en 3x8, machines obsolètes, pas de masque adéquat pour se protéger des fines particules

dégagées, câbles et armoires électriques baignant dans l'eau, pas de bottes. Sans compter les salaires impayés à Polival avant la première reprise.

Bon nombre de ces travailleurs connaissent trop bien cette situation, certains d'entre eux ayant enchaîné plans de licenciements et fermetures d'usines dans la région de Montluçon, comme aux fonderies Bréa ou aux pépinières Delbard, pour ne citer que ces deux-là.

Alors, depuis l'annonce de la liquidation, les 24 salariés ne cessent de faire entendre qu'ils ne veulent pas perdre leur travail. Ils se retrouvent tous les jours et multiplient les actions pour faire connaître leur situation : manifestations, rencontres

avec la population au marché de Montluçon, feux de pneus et de palettes devant l'usine, interventions dans les médias et auprès des élus locaux.

Le comble : ces derniers jours, la direction propose aux travailleurs de My Team des reclassements au Brésil, aux États-Unis et au Royaume-Uni, alors qu'il existe une autre usine en France. Une provocation ! Tous ont bien conscience que ce n'est qu'une mise en scène et ils restent mobilisés pour ne pas être licenciés en silence. Rien ne justifie de laisser le patron de Team Tex, qui se targue de vouloir devenir le leader mondial dans son secteur, s'en tirer à si bon compte.

Correspondant LO

• PSA – Sochaux

Formations bidon, arnaques pour les stagiaires

À PSA Sochaux, la dernière nouveauté du patron est d'utiliser l'AFPR (Action de formation préalable au recrutement), l'un des multiples contrats conventionnés existants, pour recruter des chômeurs de Pôle emploi qui seront ensuite stagiaires dans les secteurs de production de l'usine. À l'issue de leur formation, les stagiaires resteront à l'usine, mais pour six mois seulement, et encore, pas tous, et en intérim.

Les stagiaires sont à des postes de production où une formation de trois à quatre semaines est censée leur être dispensée. Sur le terrain, la réalité est tout autre, puisque certains stagiaires connaissent déjà l'usine pour y avoir travaillé comme intérimaires une ou plusieurs fois et considèrent être floués parce qu'ils perdent environ 400 euros pour le même travail qu'ils faisaient en tant qu'intérimaires. D'autres, bientôt en fin de droits, ou en

réinsertion professionnelle, ont l'espoir de rester à la fin de leur stage.

Il n'y a que le patron qui trouve son compte dans l'affaire, en disposant d'une main-d'œuvre gratuite payée par Pôle emploi. Avec l'AFPR, le patron prétend permettre à des chômeurs de suivre une formation qualifiante. Mais les ouvriers de l'usine ne sont pas dupes, les stagiaires serrent des boulons, comme eux. Et ce n'est pas tout : pour empocher les cinq euros d'aide de l'État par heure de formation, le patron n'aura que la dérisoire contrepartie de devoir employer six mois en intérim des stagiaires qu'il aura préalablement sélectionnés.

Dans les ateliers, cela fait discuter. Les ouvriers trouvent, à juste titre, choquant et anormal que le patron profite de la situation difficile de travailleurs qui n'ont plus d'emploi.

Correspondant LO

• Sénerval – Strasbourg

Face aux travailleurs en grève

Les responsables regardent ailleurs !

Lundi 5 mai, les travailleurs de l'entreprise de bâtiment des déchets Sénerval, soutenus par la CGT majoritaire dans l'entreprise, et qui en sont à leur 45e jour de grève, ont manifesté pour la troisième fois devant le centre administratif de la municipalité et de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) alors que se tenait une réunion de celle-ci.

Ils veulent mettre les dirigeants (PS) de la CUS devant leurs responsabilités pour qu'ils imposent à la direction de Sénerval, en délégation de service public, et au groupe Séché dont elle dépend, les travaux indispensables pour améliorer leurs conditions de travail.

Depuis cinq semaines, les dirigeants de la CUS regardent ailleurs et n'ont pas eu le temps d'entendre les ouvriers. Pourtant le préfet a porté le dossier devant le procureur de la République, tellement les mensonges, les contradictions et les dissimulations d'incidents de la direction étaient flagrants. Un responsable de la Direction régionale de l'environnement (Dreal) a d'ailleurs signifié que les travailleurs ne devraient pas être en grève mais en « droit de retrait ». Ce qu'ils ont fait valoir

depuis le 24 avril. Et le travail ne peut reprendre si les travaux de mise aux normes ne sont pas faits.

Lundi 5 mai le président de la CUS (PS), « occupé » à présider la nouvelle assemblée communautaire, donc pas disponible pour recevoir les représentants des salariés, a envoyé deux « responsables » de l'environnement. De cette réunion il n'est sorti qu'une promesse de mettre en place une mission d'information et d'évaluation sur le respect du cahier des charges par Sénerval entre 2010 et 2014. Les preuves apportées par les salariés ne leur suffisent pas !

Pour les travailleurs c'est une blague et une belle manifestation de mépris. Ce qu'ils veulent, leur porte-parole CGT l'a exprimé clairement en

sortant de cette réunion : « *Ce que nous voulons, ce sont des actes, de vraies garanties pour notre sécurité.* » Et on est loin du compte puisque, mardi 6 mai, la direction répondait à nouveau « non » à 90 % des revendications des travailleurs.

Quant au président de la CUS, il refuse obstinément un débat public en présence de toutes les parties sur la situation à Sénerval, demandé par la CGT et les salariés en grève. Les dirigeants de la CUS sont plus préoccupés de préserver les intérêts de Séché que ceux des travailleurs. Rien de très étonnant !

Les grévistes comprennent très bien que tout ce beau monde se renvoie la « patate chaude » et joue la montre en espérant qu'ils vont se décourager. Mais justement l'ambiance n'est pas au découragement et aucun n'a envie de retourner dans l'usine avec ses fumées, ses poussières toxiques, ses fours dangereux et l'arrogance de la direction.

Correspondant LO

• Edscha – Briey

Meurthe-et-Moselle

Deuxième semaine de grève

Depuis le 28 avril, la quasi-totalité des 132 travailleurs de l'équipementier automobile Edscha situé à Briey en Meurthe-et-Moselle, qui produit surtout des charnières de porte pour PSA et Renault, sont en grève et bloquent les portes de l'usine.

Le mouvement a démarré suite au chantage du PDG de la holding Edscha, lors d'une convocation des syndicats à l'aéroport du Luxembourg plutôt qu'à l'usine. Le PDG a annoncé que, pour sauver l'usine, il fallait baisser les primes d'ancienneté et le treizième mois, retirer la pause de 20 minutes du temps de travail, soit travailler 6 heures de plus par mois et le tout avec 45 licenciements ! Les travailleurs ont fait le calcul, outre les conditions de travail dégradées, ils perdraient plusieurs dizaines d'euros par mois.

Ce n'est pas la première restructuration. En 2010, l'usine de Briey, était passée sous le contrôle du groupe espagnol Gestamp, suite à l'insolvabilité

déclarée par le groupe Edscha.

Aujourd'hui les travailleurs sont inquiets et pour certains, c'est la fermeture qui se profile. D'autant qu'il y a six mois un employé avait découvert sur un système informatique de logistique que les mêmes charnières allaient être fabriquées en Espagne. La direction de l'usine avait prétendu ne pas être au courant, mais la direction du groupe n'avait pas démenti, seulement noyé le poisson.

En tout cas les travailleurs sont bien décidés à rejeter toutes les mesures de la direction. Ils refusent de subir des pertes de salaires et d'emplois et des conditions de travail empirées.

Correspondant LO

• Travail du dimanche

Fabius promet de nouvelles concessions au patronat

Après avoir récupéré le portefeuille du Tourisme lors du dernier remaniement gouvernemental, Laurent Fabius s'est empressé d'envoyer un message favorable aux patrons du grand commerce de centre-ville. Il a promis d'élargir encore les zones touristiques où le travail du dimanche est autorisé.



agglomérations de plus d'un million d'habitants), où le travail du dimanche devenait autorisé. Le gouvernement Ayrault n'a pas été en reste. En mars dernier, il a choisi le camp des patrons de magasins de bricolage, contre les salariés et les syndicats mobilisés, en publiant un décret qui autorise l'ouverture de certaines de ces grandes surfaces le dimanche.

Aujourd'hui, ce sont les patrons des grands commerces parisiens installés sur le boulevard Haussmann à Paris (le Printemps, les Galeries La Fayette...) qui réclament l'autorisation d'ouvrir tous les dimanches. Ils n'ont droit qu'à cinq dimanches par an, n'étant pas situés en zone touristique. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement va revoir le découpage

des zones touristiques pour les satisfaire.

Les arguments avancés par les patrons sont toujours la préservation ou la création d'emplois. L'entourage de Fabius ajoute cette fois que le développement du tourisme, aidé par ces ouvertures dominicales, pourrait permettre à la France de rééquilibrer sa balance commerciale. Et tout le monde conclut, la main sur le cœur, que les salariés « volontaires » bénéficieront de compensations. Mais les vraies motivations des patrons du grand commerce sont d'augmenter encore un peu plus la flexibilité imposée à leurs salariés. Et Fabius, comme le reste du gouvernement, est à leur service pour les aider à réaliser leurs objectifs.

Valérie FONTAINE

Vive les ponts !

Le calendrier est sympathique cette année et les jeudis des 1^{er} et 8 mai se rajoutent à l'Ascension et Pentecôte. Du coup, on entend le couplet habituel sur la France qui ne travaillerait pas et les ponts qui coûteraient 20 milliards au pays. Ce chiffre sort d'on ne sait où, alors que les patrons savent évidemment s'organiser et répartir le travail autrement. Et puis les jours non travaillés permettent de partir, et ce qui n'est pas produit ici sera dépensé ailleurs et en fera travailler d'autres.

En réalité en France on travaille, et trop ! D'après les chiffres de l'OCDE de 2012, on y travaillait 1 479 heures par

personne et par an, plus que les 1 393 heures des Allemands. Par heure réellement travaillée, en dehors des pauses, la productivité était mesurée à 93 % de celle des USA prise comme référence, là encore devant l'Allemagne, qui n'était qu'à 91 %. Quant aux pays qui travaillent plus de 2 000 heures par an, comme la Grèce ou le Mexique, leurs habitants ne sont pas plus riches pour autant.

Alors pourquoi avoir des complexes à songer aux ponts et aux week-ends... Et notamment à celui de la Pentecôte où a lieu la fête de Lutte Ouvrière !

Alain LECAIRE

• Nos lecteurs écrivent

« Les pieds dans l'eau, on les veut seulement à la plage »

« Avec les locataires de mon immeuble, exaspérés par les multiples malfaçons de nos logements qui pourrissent notre vie quotidienne, en particulier l'invasion des eaux à la moindre pluie, nous avons porté une pétition à la presse locale. L'humidité permanente a fini par entraîner le dysfonctionnement du système d'ouverture du portail, et il nous arrive souvent de rester coincés dehors. Alors pour faire de la pub à la société privée Habitat 62-59 qui encaisse nos loyers mais

ne fait rien, propriétaire et constructeur se renvoyant la balle, nous avons décoré nos fenêtres avec des affiches humoristiques invitant les passants à visiter ce bâtiment que la maire, il y a deux ans, s'était vantée d'inaugurer...

Les habitants des quartiers populaires ont droit à des logements en bon état : si notre action ne suffit pas, nous avons encore beaucoup d'idées pour obtenir que les travaux soient faits. »

Une lectrice de Calais

En 2009, sous Sarkozy, une loi avait créé les « zones d'intérêt touristique » et les « périmètres d'usage de consommation exceptionnelle » (dans les

Les 7, 8 et 9 juin à Presles (Val-d'Oise) La Fête de Lutte Ouvrière

Tous ceux qui la connaissent vous le diront: la Fête de Lutte Ouvrière ne ressemble à aucune autre fête. Ce sont trois jours de musique, de films, de jeux, de détente, trois jours à passer entre camarades, entre amis, en famille, trois jours à se promener, à se régaler, à chanter, à se cultiver, à débattre... Trois jours pendant lesquels on vit dans un autre monde, un monde fraternel, et si l'on n'oublie pas les injustices de cette société, on apprend aussi un peu comment les combattre.

Les spectacles

Au Grand Podium

HK & LES DESERTEURS, la rencontre de la chanson française et de la musique populaire algérienne.

PARIS COMBO, chansons swing, jazzy, latino et néo-manouche

FÉLOCHE, chanson électro-cajun décalée dans une ambiance tonique et joyeuse.

TOURNEE GENERALE, au croisement du rock et de la chanson

LES YEUX D'LA TETE, musique sans frontières pour faire la fête

EVELYNE GALLET, chansons au vitriol

NAWEL, rock électro-tunisien

FREDERIC FROMET « Chansons vaches », humour

GIPSY KAMIKAZE, funk festif

Au Théâtre de Verdure

Audrey VERNON: « Comment épouser un milliardaire », pièce humoristico-politique • **Gwoka Longan KALINDI**, groupe de musique antillaise • **Compagnie Les Insolents**: C'étaient les poilus • **JEF SICARD** en quartet dans un hommage à John Coltrane, jazz • **ACORDEAKI**, musiques de l'Est • **Bernard MEULIEN**: Crosse en l'air de Jacques Prévert et textes de Gaston Couté • **BIG JOE HUNTER** and the Blues Beans • **LA BARRICADA TROPICAL**, cumbia • **La troupe les Moyens du Bord**: « Le Marécage des cygnes » • **THE MOONLIGHT SWAMPERS**, standard rock

Au Carrousel de la Connaissance

Aux origines de la guerre de 1914: le capitalisme entraîne le monde dans la barbarie

Sous le chapiteau tournant, un spectacle audiovisuel de 45 minutes.

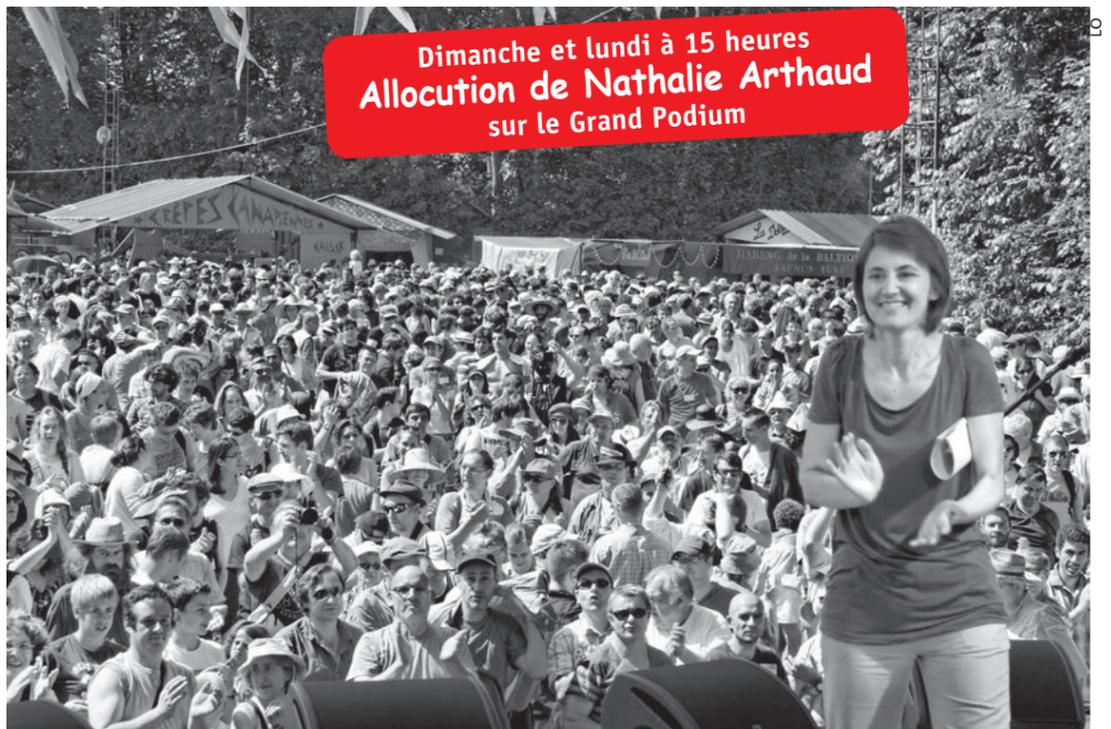
Il y a un siècle, l'humanité entrait dans la Première Guerre mondiale, véritable boucherie qui allait tuer dix millions de soldats et autant de civils. Cette « Grande guerre » ne fut pas, comme on nous le répète encore aujourd'hui, le produit d'une supposée folie des hommes exacerbant leur nationalisme. Elle naquit des rivalités capitalistes et de la lutte des banquiers et des industriels pour le repartage du monde. Comme l'avait dit Jaurès, « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage »...

Le village médiéval

Calligraphie, forge médiévale, four à pain, instruments de musique, démonstrations d'escrime, combats en armure, jongleurs, et théâtre médiéval: *Le procès du cochon* et *Meurtre au château*... Sans oublier les spécialités culinaires d'époque pour bien festoyer.

Et encore...

- La Cité des Sciences, ses débats et ses mini-conférences
- La Cité des arts
- L'expo-photo de Gérald Bloncourt: le Portugal
- Les cinq librairies
- Les cuisines de tous les pays
- Le cirque Ulher
- L'Arboretum
- Le Parcours dans les arbres
- Le feu d'artifice
- La Cité des jeunes.



Débats au Chapiteau Karl Marx

Rémi Adam présentera *L'ennemi principal est dans notre propre pays*, recueil de textes de l'opposition révolutionnaire à la guerre de 1914 • **Nicolas Offenstadt** avec son dernier livre *La Grande Guerre. Le Carnet du centenaire* • **Maurice Rajsfus**, auteur de *La censure militaire et policière 1914-1918* • **Julien Chuzeville**, auteur de *Militants contre la guerre 1914-1918* • **Anne Deffarges**, sur son livre *La social-démocratie allemande sous Bismarck* • **Michel Merlet**, auteur de *L'Opposition communiste en URSS, les trotskystes (1923-1938)* • **Julien Brygo**, auteur d'un film photographique *Glasgow contre Glasgow* • **François Graner**, auteur du livre sur le Rwanda *Le sabre et la machette: officiers français et génocide tutsi* • **Judith Magre**, comédienne, lira des textes sur le combat des femmes pour obtenir le droit à disposer de leur corps • **Jean-Jacques Marie** sur son dernier livre, *Béria le bourreau politique de Staline* • **Marc Peschanski**: Comment l'industrie pharmaceutique pille la recherche publique avec l'aide de l'État • **Claudine Rey et Sylvie Pepino**, co-auteurs du *Petit dictionnaire des femmes de la Commune – Les oubliées de l'Histoire* • **Alexis Spire**, auteur de *Faibles et puissants face à l'impôt* • **Annie Thébaud-Mony**, auteure de *Travailler peut nuire gravement à votre santé...*

...et un forum avec les militants Lutte Ouvrière de l'automobile

Des documentaires

L'autre façon d'être une banque, du collectif Cinélutte: la grève des banques de 1974 • **Chalvet, la conquête de la dignité**, de Camille Mauduech: la répression d'une grève d'ouvriers de la banane en Martinique • **20 000 moujiks sans importance**, de Patrick Le Gall: la répression de la révolte des soldats russes en France à la fin de la Première Guerre mondiale • **Asie, le réveil ouvrier**, de Michaël Sztanke • **Entrée du personnel**, de Manuela Frésil: les conditions des ouvriers des abattoirs • **La cour de Babel**, de Julie Bertucelli: une classe d'élèves non francophones filmée pendant un an.

...et d'autres films

Grand central, de Rebecca Zlotovski: les conditions de travail dans une centrale nucléaire • **12 years a slave**, de Steve McQueen: aux Etats-Unis, au 19^e siècle, un Noir affranchi, réduit à nouveau en esclavage • **Just the wind**, de Bence Fliegauf: la chasse aux Roms en Hongrie • **Les sentiers de la gloire**, de Stanley Kubrick: les « fusillés pour l'exemple » de 1914-1918.

Au temps de la Préhistoire

Exposition commentée sur les grandes étapes de la Préhistoire: des origines de l'Homme... aux premiers métallurgistes. Et aussi:

• **Des ateliers**: allumer le feu, tailler le silex, chasser le renne, s'habiller avec des peaux • **Des exposés**: les migrations des hommes préhistoriques, les crânes de nos ancêtres, l'histoire de l'histoire de l'Homme, la naissance de l'agriculture • **Des conférences**: **Jean-Luc Piel Desruisseaux**: La vie des hommes de la Préhistoire expliquée par leurs outils, **Jean-Denis Vigne**: L'Homme et l'animal, histoire d'une collaboration plurimillénaire, **Pascal Depaepe**: Qui furent les premiers Hommes vivant dans la région parisienne? • **Des reconstitutions**: un bas-fourneau en fonctionnement, un habitat préhistorique et son site de fouille

Cartes d'entrée et bons d'achat

La carte d'entrée, valable trois jours, est vendue au tarif réduit de 15 euros. Si on l'achète sur place, les 7, 8 ou 9 juin, elle coûtera 20 euros. L'entrée sera gratuite pour les enfants de moins de 14 ans accompagnés.

Des bons, d'un pouvoir d'achat de 5 euros mais vendus 4 euros sont également disponibles. Attention, cette réduction n'existe que pour les bons achetés avant la fête.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à

Lutte Ouvrière • BP 233 • 75865 Paris Cedex 18

Indiquez dans votre courrier le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière, sans oublier d'indiquer l'adresse d'expédition et le téléphone. Envoi franco.

Le site de la Fête: fete.lutte-ouvriere.org